



**Taudis, bakchich et douche glacée**  
Un carnet de voyage de notre envoyé spécial en Afghanistan, Gilles Paquin  
Page 3

**Michael West, le cowboy du clonage**  
L'industrie de l'immortalité, par Agnès Gruda  
Page 7

**Mourir sous son propre feu**  
Daniel Lemay fait le bilan des bavures de l'armée américaine  
Page 5

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 8 DÉCEMBRE 2001



**JOONEED KHAN**  
envoyé spécial  
**EN RUSSIE**

*Dix ans jour pour jour après l'éclatement de l'URSS, les changements sont nombreux en Russie. Des libertés ont été découvertes, notamment celle de faire de l'argent par la débrouillardise, sans règles ni contrôle. Mais l'âme russe, elle, demeure la même : méfiance, mais aussi joie, simplicité et passion. Notre envoyé spécial raconte son séjour dans ce pays de légende.*



Moscou se pare de mille et une lumières en prévision des fêtes de fin d'année. Devant l'hôtel de ville, on a cette semaine érigé le traditionnel « arbre du Nouvel An ».

Photo Newscom

# Survivre en nouvelle Russie



Photo La Presse  
**Certaines choses ne changent pas en Russie, comme la cathédrale Saint-Basile-le-Bienheureux, un monument du patrimoine moscovite.**

Il faut encore être « invité » pour avoir un visa pour la Russie. Il faut préciser sur la demande les endroits que l'on veut visiter. Les services consulaires se montent parfois coopératifs, et pour les touristes, les agences de voyages s'en chargent.

Mais ces raideurs bureaucratiques, que les bolcheviques eux-mêmes ont héritées du tsarisme, ont la vie dure. Le visa, un document avec photo, n'est pas estampé sur le passeport. Il est retenu pour « enregistrement » dans chaque hôtel. Si vous oubliez de le reprendre, vous risquez d'être bloqué en Russie — car le visa est aussi un document de sortie du pays.

Le journaliste doit en outre se faire accréditer au service de presse du ministère des Affaires étrangères, ce qui prend au moins deux jours. Les fonctionnaires peuvent être cassants. Et l'entrée par l'aéroport de Cheremetyevo n'est pas des plus accueillantes : locaux étroits et vieillots, un ou deux guichets d'immigration ouverts sur six, lenteurs prolongées, pas de services d'information en langues étrangères.

Difficile d'y voir quelque « Nouvelle Russie », même 10 ans après la fin officielle du communisme et la disparition de l'URSS. À la sortie des douanes dans l'aéroport, la plupart des voyageurs sont pris en charge par des agences qui ont organisé leurs visites. Celui qui n'a pas prévu ce service est vite accosté par des limiers de services de « taxi » : « Teksi ? Good price. One hundred dollars only. We give receipt. »

L'éclaircur vous demande d'attendre et sort son téléphone cellulaire. Peu après quelqu'un arrive au pas de course et vous demande

de le suivre. Il s'arrête à la sortie de l'aéroport et appelle quelqu'un d'autre sur son cellulaire. C'est le chauffeur, qui s'approche dans sa Zigouli bien usagée et tout à fait banalisée, et qui vous conduit en ville, à votre destination.

Le fonctionnement de cette industrie du taxi symbolise parfaitement la nouvelle Russie. La liberté première est celle de faire de l'argent par la débrouillardise, sans règles ni contrôle sauf ceux de la concurrence — quand elle s'exerce. « Donnez-moi l'argent maintenant s'il vous plaît, parce qu'à l'hôtel un policier peut me voir et j'aurai des problèmes », dit le chauffeur. Le policier voudra peut-être lui aussi sa part.

Il n'y a plus de taxis dans Moscou, mégapole de plus de 10 millions d'habitants. Du moins ils ne sont pas visibles. Rien ne les distingue des véhicules particuliers. Mais restez quelques instants au bord de la route et levez la main. Plusieurs voitures s'arrêteront. Ce sont les taxis, certains opérant en véritables réseaux, d'autres des particuliers cherchant un supplément de revenu — des médecins, des fonctionnaires, des journalistes.

« Moi qui suis moscovite, je ne prends jamais de taxi. Je ne saurais même pas comment procéder. D'ailleurs je ne peux pas me payer un tel luxe », déclare Arkady Tcherkassov, de l'Académie des sciences. « Tu me dis que tu as payé 50 \$ US de l'aéroport à l'hôtel ? C'est plus que mon salaire mensuel à l'Académie. Heureusement j'ai un autre salaire comme professeur à d'université, et ma femme travaille aussi, elle est biologiste », poursuit-il.

« Je prends le métro et le tram-

way ou le trolley-bus. Le métro est très pratique. Il est rapide et il n'est pas cher, seulement 3,50 roubles le voyage, c'est-à-dire six cents à Montréal », dit-il.

■ ■ ■

« Pour vivre, survivre dans la nouvelle Russie, il faut vendre, un produit, un service, fabriquer et vendre, ou acheter et revendre, il n'y a pas d'alternative », déclare Evgueni Zykov, ancien attaché de presse à l'ambassade de l'URSS à Washington.

« Moi je fais du PR, j'aide des artistes, des cinéastes, des acteurs, bref des créateurs, à se vendre, car c'est ça le nouvel environnement économique, explique-t-il. J'écris aussi, pour des revues américaines et anglaises, et je travaille sur des albums, du genre *Un jour dans la vie de la Russie* ».

Ces jours-ci, il s'occupe entre autres d'un projet de film du cinéaste Vladimir Levin. C'est en gros l'histoire d'un alcoolique russe qui va au Canada subir un traitement de désintoxication dans le cadre d'un projet bilatéral. Il rencontre une Canadienne et s'éveille à l'amour, ce qui le guérit.

Levin veut en faire une coproduction russo-canadienne, mais n'arrive pas à trouver de partenaires sérieux. Son scénario a été primé, il

a reçu une subvention du Goskino, l'agence nationale du cinéma, et il a déjà tourné presque 40 % du film en Russie, avec Alexander Marin, un acteur russe qui a vécu longtemps à Montréal. Il veut tourner le reste au Canada, avec des Canadiens.

« Le Canada et la Russie ont signé un protocole sur la coproduction cinématographique. Montréal et Moscou ont des accords de coopération, mais tout est encore sur papier, il faut concrétiser tout ça », affirme Zykov.

Tcherkassov, toujours à l'affût d'occasions de rapprocher la Russie et le Canada, veut l'amener à situer la partie canadienne de son film au Québec. D'où la rencontre avec Tcherkassov, Levin et Zykov, dans les bureaux de la Société des amis du Canada, que préside nul autre que Vladislav Tretyak, l'illustre gardien de but de l'équipe soviétique de hockey des années 1970.

« L'alcoolisme est un mal russe, spécifiquement russe. C'est un mal de l'âme réprimée, écrasée. On ne guérit pas l'âme avec des médicaments. On la guérit avec l'amour, avec la foi, l'espoir », chuchote Levin, personnage tchékovie, avec un petit sourire défensif.

Voir RUSSIE en B2

## YVES BOISVERT

yboisver@lapresse.ca

## On a l'air fin, avec cette bonne nouvelle

Un collègue devant qui j'exprimais ma joie de voir les élèves québécois classés cette semaine parmi les meilleurs au monde en maths, en sciences et (un peu moins) en lecture m'a regardé avec une moue de scepticisme journalistique qui m'a plongé dans la demi-honte.

Je n'étais pas fier de moi. Pris en flagrant délit de jivialisme. C'est une faute grave pour un journaliste, en effet, que de colporter de bonnes nouvelles, même si elles sont exactes.

Le lecteur non plus n'y est pas habitué et un enchaînement trop brutal de bonnes nouvelles est susceptible de le déstabiliser. D'éveiller le doute. Et finalement, de miner complètement la crédibilité d'une publication.

J'y vais donc prudemment, ne le prenez pas mal : nous voilà en face d'une bonne nouvelle.

Plus gênant encore : une bonne nouvelle qui nous dit de fort belles choses sur les élèves — réputés cancrès et décrocheurs —, les enseignants — supposément désabusés et ignorants —, les écoles — qu'on croyait sens dessus dessous, du moins celles qui n'ont pas encore brûlé — et même, et ça, c'est absolument incroyable, sur les parents — censés avoir démissionné depuis longtemps.

■ ■ ■

L'étude s'appelle PISA et est menée auprès des jeunes de 15 ans dans 32 pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). PISA pour Programme international pour le suivi des acquis des élèves.

L'étude mesurait auprès de plus de 250 000 élèves les compétences en lecture, en mathématiques et en sciences. Au Canada, 30 000 élèves ont participé, si bien que l'on a

pu obtenir des résultats pour chaque province.

Rien qu'au Québec, 165 écoles secondaires (soit le tiers) ont participé. Elles étaient choisies de façon à refléter la composition linguistique de la société, le partage urbain-rural, privé-public. Dans chaque école, les élèves étaient choisis au hasard.

Lecture, maths, sciences, donc. Ce que l'on mesurait ? En matière de « culture mathématique », par exemple, c'était la « capacité d'identifier et de comprendre les rôles joués par les mathématiques et de porter des jugements fondés à leur propos, ainsi que d'utiliser les mathématiques en fonction des exigences de la vie actuelle et future, en tant que citoyen constructif, responsable et intelligent ».

Pourquoi mesurer de telles choses ? Notamment pour comparer les performances des différents systèmes d'éducation. L'éducation est évidemment un facteur fondamental de développement économique. Et plus que jamais : « Le taux de croissance des professions axées sur le savoir a été deux fois plus élevé que celui des autres professions », note l'étude, à laquelle a collaboré Statistique Canada.

Conclusion ? Le Canada fait partie du peloton de tête dans les trois domaines : deuxième en lecture, sixième en maths et cinquième en sciences.

En mathématiques, le Québec fait nettement mieux que la moyenne canadienne et arrive presque ex aequo avec le Japon (dans la « marge d'erreur », dirait-on s'il s'agissait d'un sondage). Même chose en sciences.

L'étude révèle (encore une fois) que les



élèves de l'Ouest et ceux du Québec tendent à beaucoup mieux performer que la moyenne canadienne.

Le Canada, avec les années, a amélioré son rang, passant d'un niveau de performance moyen au peloton de tête.

Statistique intéressante : les élèves québécois montrent un rendement plus uniforme en mathématiques que dans la moyenne canadienne. Autrement dit, l'écart entre les meilleurs et les plus faibles est moindre. Il est par contre beaucoup plus élevé aux États-Unis, par exemple, qui se classent dans le milieu du peloton.

Dans tous les pays, le milieu familial joue sur le rendement. Le « statut socioéconomique », le nombre de livres à la maison et le soutien pédagogique des parents sont les trois facteurs les plus déterminants pour la réussite.

Mais, fait à signaler, au Canada, au Japon et en Finlande, les écarts entre les groupes socioéconomiques sont « beaucoup moins marqués » que dans la plupart des autres pays.

L'étude note aussi l'importance des caractéristiques individuelles. Plus les élèves lisent « pour le plaisir », plus ils ont tendance à obtenir de bons résultats en lecture, évidemment, mais aussi en sciences et en mathématiques. Par contre, le temps consacré aux devoirs a une faible incidence sur les résultats, mais ça il ne faut pas trop le dire, il y en a qui vont comprendre ça tout de travers. Vous savez comment ils sont. Enfin.

■ ■ ■

« Ça confirme les enquêtes des 20 dernières années, où l'on voit que les jeunes Québécois sont parmi les meilleurs au monde en mathématiques », dit le professeur Jean-Guy Blais, de l'Université de Montréal, spécialiste des méthodes quantitatives.

Ce que ça veut dire ? Que malgré tous les problèmes que l'on connaît, notre système d'éducation est comparativement et globalement bon ; que les enseignants font du bon travail ; leurs élèves aussi. Le système d'éducation du Québec qui revient de très loin, « a pris son rythme de croisière », dit le professeur Blais.

Ne me dites pas qu'à côté de ça il y a des problèmes à la pelle : ceci est la première bonne nouvelle des 9146 derniers textes publiés sur l'éducation. On a le droit de prendre une pause, non ?

Notre étonnement — le mien, en tout cas — à voir les résultats collectifs de tant de petits et grands travaux personnels, cela me dit aussi que certaines très belles choses de la vie sont infiniment privées.

L'effort. La persévérance. Le travail. L'espoir. Le goût et le plaisir d'apprendre. Le savoir qui nous fait grandir. L'amour des parents. L'engagement des enseignants.

En passant, avez-vous vu leurs yeux, quand ils apprennent à lire ?

Et les nôtres, un peu embués, devant tant de beauté ?

Mais on aurait l'air de quoi, à écrire ça dans le journal ?

## Un repas chaud...

À la une du *Moscow Times*, hier, une grande photo sur trois colonnes d'un Africain aidant une souriante babouchka avec son plateau dans une cantine populaire lancée il y a 10 ans par l'Église protestante dans la Maison des pionniers.

À l'époque soviétique, les écoliers s'y adonnaient à des activités sportives et culturelles après les heures de classe. En 1991, la cantine visait à soutenir les réfugiés africains laissés à eux-mêmes dans Moscou. Maintenant, 300 personnes âgées référées par les services sociaux de la Ville viennent chaque jour y prendre un repas chaud.

« Il y a 10 ans on nous promettait un avenir brillant. Mais avec ma pension de 1400 roubles (47 \$ US) par mois, je peux à peine me payer du pain et des légumes », déclare Sophia Komarova, 77 ans. Parmi les habitués, écrit le journal, on trouve des médecins, des savants, des journalistes, des ballerines.

L'Africain, Jimmy McKay, 40 ans, du Sierra Leone, a lui-même profité de la cantine. Il y est maintenant volontaire. Pour le 10<sup>e</sup> anniversaire, il leur a chanté *Podmoskovniye Vechera* (Les nuits des environs de Moscou).

« C'est moi qui ai fondé la Société des amis du Canada, en 1991, dit Tcherkassov. Nous fêtons aussi notre 10<sup>e</sup> anniversaire. J'étais président pendant sept ans. Mais j'ai compris que, dans le contexte de la nouvelle Russie, il nous faut quelqu'un de *high profile*, une personnalité *glamour*, pour attirer le soutien financier nécessaire à nos projets, et Vladislav Tretiak a bien voulu accepter la présidence. »

Entre ses intérêts à Chicago et à Toronto, Tretiak ne passe pas beaucoup de temps à Moscou, où il gère un programme de formation de gardiens de but, et où il veut, dit-on, construire un complexe comprenant une arène pour le hockey. L'âme agissante de la Société des amis du Canada, c'est Vera Terekhova, jeune femme énergique et souriante, qui ne tarit pas de parler de l'éducation des jeunes, dans tous les domaines.

« Les jeunes sont l'avenir de toutes les nations. Mais pour la Russie en particulier, on ne pourra pas parler de changement réel avant deux ou trois générations, dit Tcherkassov, ceux qui parlent de changement depuis 10 ans et qui disent vouloir changer le pays, ils sont tous des gens du passé, des produits du système qu'ils disent vouloir changer. »

■ ■ ■

Certaines choses ne changent toutefois pas en Russie, et c'est bien. La passion de Levin pour la guérison humaine, la simplicité non matérialiste de Tcherkassov,

pourtant très laïciste, la joie de Vera Terekhova quand elle parle des enfants, surtout les surdoués que soutient la Fondation du violoniste Vladimir Spivakov, la méfiance de Zykov face à ceux « qui n'ont que le profit dans le regard », sont des traits de « l'âme russe » qu'aucun progrès matériel ni aucune débrouillardise ne remplacerait.

Atteint de polio à trois ans, Zykov l'a surmontée grâce au soutien et à la volonté de ses parents. « Mon père m'encourageait à faire de l'exercice, ma mère attachait mes pieds aux pédales de mon tricycle », raconte-t-il. Il en a gardé un mode de vie spartiate et, à 55 ans, s'immerge chaque jour ans un lac glacé — sans même se réfugier dans le sauna !

Cette propension à la perfectibilité volontariste est aussi un trait russe, en tout cas depuis Pierre le Grand et la Grande Catherine. C'est un trait que les Russes disent admirer chez Vladimir Poutine et disent souhaiter pour eux-mêmes et leur pays.

■ ■ ■

Coup de téléphone à Samara : Genya et Ksenya, qui furent guides-interprètes pour *La Presse* en février 2000, vont bien et s'améliorent elles aussi. Elles font toujours du travail d'interprète, Genya en français, Ksenya en anglais, mais la première travaille aussi dans une garderie et attend son deuxième enfant. Et l'autre, toujours sans enfant, travaille dans une compagnie de téléphone.

## RUSSIE

Suite de la page B1

Les investisseurs qui affluent, attirés par les mirobolantes ressources de la Russie (pétrole, métaux précieux, matières premières) et l'ampleur de son marché, s'impantent devant ce jeu de la corde raide. « Pourquoi la Russie tarde-t-elle tant à établir un régime de partage de la production dans les secteurs des hydrocarbures et des minerais ? » demande la luxueuse revue *Capital Perspective* que les gens d'affaires trouvent gratuitement dans tous les grands hôtels.

Les énergies internes aussi s'agitent et cherchent à s'éclater. Vladimir, le chasseur de l'hôtel Renaissance, s'en va chercher un taxi. « Ça vous coûtera 25 \$ », a-t-il dit en partant. Cinq minutes plus tard, il revient : « Ils disent 30 \$ ». Le temps file, le rendez-vous sera compromis, pas la peine de discuter : Vladimir vient de se négocier un petit 5 \$.

Au volant de la Nissan plutôt neuve qui n'a rien d'un taxi, le chauffeur, un jeune homme, 25-26 ans à peine, casquette à visière, zigzag et tricote et finit par traverser Moscou du nord au sud en un temps record, et sans casse. L'inertie nationale et systémique est comme ces embouteillages, le dynamisme post-soviétique comme la rage froide, tranquille et maîtrisée du jeune chauffeur. Combien de ces 30 \$ pour la course ira dans ses poches ? Difficile à dire.

■ ■ ■

Autre signe de changement en cours : les grues géantes s'élèvent

dans tous les sens. Le bâtiment va, dans Moscou du moins. Les monuments au pouvoir économique s'élèvent dans la capitale russe, déjà fort jalonnée de bustes et de statues de rois et de saints, de poètes et de musiciens, d'écrivains et de dirigeants politiques — sans oublier les monuments architecturaux comme les églises, le Kremlin et les fameuses « sept soeurs », les gratte-ciel de Staline.

Mais toutes les Russies gardent aussi, bien ancré au fond de l'âme, le fameux vers de Pouchkine : « Je me suis érigé un monument qui n'est pas de main humaine. » Continent-empire tiraillé entre Slaves et Caucasiens, entre Asie et Europe, entre christianisme et islam, entre élitisme et populisme, la Russie s'ouvre un peu, 10 années après la chute du communisme. Mais, surtout, elle reforme son emprise sur l'ex-espace soviétique et reprend confiance en elle-même.

À ce 10<sup>e</sup> anniversaire s'ajoutait cette semaine le 60<sup>e</sup> de la défaite allemande devant Moscou. Les journaux et les revues débordent de photos noir et blanc de civils creusant des tranchées et érigeant des hérissons antichar pour la défense de la capitale en 1941.

Dans son poème *Les Scythes*, écrit en 1918, Aleksandr Blok parlait du « Sphinx Russie, attristée, triomphante aussi » dont « le regard plonge loin, plonge loin, plonge loin en vous ». Observation tout à fait actuelle en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle.

## En attendant Larissa

JOONEED KHAN  
envoyé spécial en Russie

EVGUENI DOIT PRENDRE Larissa au restaurant où elle joue du violon et la déposer chez elle à temps pour l'anniversaire de son fils Alex, qui a sept ans aujourd'hui.

« Que lui as-tu acheté comme cadeau d'anniversaire ? » « Rien. Je n'oserai jamais. Son mari est trop jaloux. » « Et pourquoi ce n'est pas son mari qui va la chercher au resto ? » « Il n'aime pas la musique. »

Le cellulaire émet un horrible signal musical. Au volant de sa vieille Mercedes diesel 1978 achetée 2000 \$ US en Allemagne, Evgueni sort le téléphone en conduisant prudemment d'une main sur la chaussée glacée de ce quartier du centre de Moscou. « C'est Larissa. Elle n'est pas prête. Une équipe de télé est là pour une émission de Noël. Elle me dit de rappeler dans une demi-heure. »

Une demi-heure à tuer. On entre dans un cinéma de la chaîne Karo. Tout neuf. Des agents de sécurité armés de détecteurs électroniques procèdent aux fouilles, psychose du terrorisme oblige.

C'est un petit complexe, avec seulement deux salles. On est lundi soir. Il y a peu de monde. Mais des jeunes bien mis, jeans, t-shirts, chandails, vestes d'hiver, sont attablés au bar chromé, tapissé de mi-

roirs et illuminé aux multiples couleurs. Dans les salles attenantes, d'autres jouent au billard et aux quilles « cosmiques », dans une ambiance tout aussi « psychédélique » de néon et d'éclairage fluorescent. Ou encore aux jeux vidéo.

À l'affiche, un De Niro et un Brad Pitt. Une soirée, avec popcorn et Pepsi, peut coûter jusqu'à 600 roubles (20 \$US). Les sièges du dernier rang, de vraies loges privées avec des divans, coûtent 800 roubles chacun, et des préposés vous apportent vos consommations ! Des couples s'en emparent, et pas pour voir le film nécessairement.

« Où tous ces jeunes trouvent l'argent qu'ils dépensent ici, c'est l'un des mystères de la Nouvelle Russie », commente Evgueni. « Ce qui n'est pas un mystère par contre, c'est la prolifération de films américains que les distributeurs bradent à 25 000 \$, alors qu'un film russe coûte 500 000 \$ », ajoute ce consultant en communication très impliqué auprès de l'industrie du cinéma.

Masha, 18 ans, est portière. Avec ses billets de faveur et ses consommations gratuites, qu'elle revend le plus souvent, elle fait une centaine de dollars par mois. Le jour, elle étudie la comptabilité. Sa collègue Lena refuse de dire son âge. Elle n'étudie pas, mais ne pense pas faire une carrière de plâcière de cinéma. Elles posent pour l'appareil

photo, on se quitte, et le téléphone sonne.

« C'est Larissa. Ils tournent toujours. Elle a besoin d'une autre demi-heure », explique Evgueni.

On rentre dans sa Mercedes vert olive garée sur le trottoir comme tant d'autres voitures. J'ouvre la portière du chauffeur pour lui. « La serrure est brisée depuis que des voyous ont tenté de la forcer. J'ai mis deux jours de route pour ramener cette voiture d'Allemagne. L'État a voulu me faire payer quatre fois le prix en droits de douane. Mais j'ai découvert que les journalistes internationaux en étaient exempts. Je me suis donc enregistré comme journaliste international. Je travaille aussi pour le magazine *Variety*. Mais ils viennent de changer la loi : il faut être détenteur d'un passeport étranger. Alors je suis cuit ; je paie à raison de 150 \$ par mois. »

Une autre demi-heure à tuer. On s'en va vers le sud, visiter le monastère Donskoï, monumentale construction ceinturée d'un haut mur de briques fortifié avec 12 tours. Il fut fondé en 1591 sur les lieux où l'armée russe avait bivouaqué avant de repousser le dernier raid tatar contre Moscou.

Beaucoup de voitures garées. Il y a foule ce soir, beaucoup plus qu'au cinéma Karo. C'est la fête de la Présentation de la Vierge, dernière grande date du calendrier orthodoxe avant Noël. Dans la longue

allée menant à l'église, des chars d'assaut et des véhicules blindés vert olive portant l'inscription, en lettres cyrilliques blanches : Dmitri Donskoï.

C'est le nom du légendaire vainqueur des Tatars à la bataille de Kulikovo, sur le Don, en 1380. Il fut canonisé, et le monastère, achevé sous Pierre le Grand en 1733, lui est consacré. « L'iconostase comprend sept rangées de bas en haut, c'est le signe d'une grande église, souligne Evgueni.

Première à droite, partant du centre, c'est l'icône de Dmitri Donskoï lui-même, et première à gauche, celle de la Vierge du Don, l'icône qui, dit-on, aida les Russes contre les Tatars en 1380, et ensuite en 1591. »

Difficile de se frayer un chemin tant l'assistance est compacte. Les gens continuent d'affluer, les officiers barbus psalmodient des prières, des hommes et des femmes aux visages ridés de douleur et d'endurance s'agenouillent, se prosternent, font le signe de croix sans pouvoir s'arrêter. Il y a aussi pas mal de jeunes. La messe finie, les fidèles exaltés se pressent autour des moines qui les bénissent ; d'autres défilent en posant une main sur un cercueil contenant des reliques.

On retrouve l'hiver moscovite. Le temps est sec, mais il fait moins 10 et les trottoirs sont glacés. Evgueni appelle Larissa. Elle est

prête. On va la chercher. Le restaurant où elle jouait ce soir est un petit palais construit sur une butte et illuminé comme un arbre de Noël dans la froide nuit russe.

Elle s'amène, belle grande blonde dans un long manteau de fourrure noire, un bouquet au bras.

« Je suis violoniste dans un orchestre qui s'appelle Vivaldi. Nous sommes 16 musiciens, tous des femmes. On répète chaque jour et on donne un concert tous les deux jours. On fait une trentaine de dollars par mois. Vous comprenez qu'on doit aussi faire autre chose pour vivre. Je joue donc à ce restaurant. Je garde aussi des enfants et je donne des cours », explique-t-elle en anglais.

« J'ai connu Larissa en cherchant des musiciens pour travailler sur des films ou des annonces publicitaires. On est devenu amis, juste amis, c'est tout. Elle me civilise en m'emmenant aux concerts, et je l'aide à trouver de petits contrats, ce qui m'aide aussi à gagner ma vie », explique enfin Evgueni après l'avoir accompagnée jusqu'à la porte de son immeuble d'appartements.

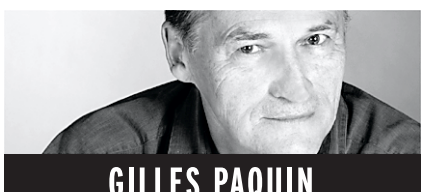
Le lendemain matin, Larissa partait tôt avec l'orchestre Vivaldi pour une tournée d'une semaine en Allemagne. Evgueni, 55 ans, deux fois divorcé, père de trois filles et grand-père d'une fillette, n'ira pas au concert cette semaine.



Photo AP

Pour tâter le pouls de la population, le marché en plein air est un bon endroit pour discuter avec les vendeurs et les clients. L'ambiance est joyeuse, les gens ne demandent pas mieux que de raconter comment ils sont soulagés du départ des talibans.

# Hôtel Mustapha



GILLES PAQUIN

*Notre journaliste est en Afghanistan depuis une dizaine de jours. Il nous*

*raconte aujourd'hui à quel point les déplacements, la recherche d'un toit ou tout autre geste de la vie quotidienne peuvent devenir un vrai cauchemar dans un pays en guerre.*

**L'**Afghanistan des talibans s'est refermé comme une huître au lendemain des attentats contre New York et Washington. En quelques jours, tous les travailleurs humanitaires ont quitté le pays et les rares journalistes étrangers ont été expulsés. Il ne restait plus à Kaboul qu'Al-Jazira, la télévision du Qatar.

Les centaines de reporters venus de tous les coins du monde pour couvrir la guerre en Afghanistan ont été contraints de faire le pied de grue aux frontières, à Quetta et à Peshawar, au Pakistan ou d'aller rejoindre l'Alliance du Nord en passant par le Tadjikistan.

Ce n'est que deux mois plus tard, à la mi-novembre, que la voie verte Kaboul a finalement été ouverte lorsque les talibans se sont retirés de la capitale. Un premier groupe de journalistes est entré à Kaboul avec les miliciens de l'Alliance du Nord. Un second groupe a emprunté la passe de Khyber pour franchir la frontière pakistano-afghane à Torkham dans l'est du pays.

Au cours des jours suivants, deux autres convois de journalistes ont pénétré en Afghanistan par le poste de Torkham. C'est le premier de ces deux convois qui est tombé dans une embuscade fatale pour couvrir les journalistes, à Sorobi, à 40 kilomètres de Kaboul, le jeudi 29 novembre. Cet aéroport militaire est une zone sinistrée. Tous les bâtiments ont été partiellement ou entière-

ment détruits au cours de la guerre civile des années 90, reconstruits, et bombardés de nouveau.

La tour de contrôle est ouverte aux quatre vents, mais tient toujours debout. Les hangars ont été éventrés et les ateliers ne sont plus que des squelettes de poutrelles tordues. Les deux pistes ont également été bombardées par les Américains puis sommairement réparées afin de permettre l'arrivée de l'aide humanitaire.

Au moment même où nous posons les pieds sur le sol, trois hommes hirsutes s'avancent vers nous pour réclamer nos passeports. Ils se disent préposés à l'immigration.

— « Comment, vous n'avez pas de visa ? » dit l'un d'eux.

— « Mais où vouliez-vous que nous trouvions un visa, toutes les ambassades d'Afghanistan sont fermées. »

La réponse ne leur semble pas satisfaisante, ils discutent entre eux pendant une vingtaine de minutes et reviennent vers nous. « Si vous nous aidiez, les choses pourraient s'arranger. » Un de nos collègues parle finalement avec eux quelques minutes avant de nous suggérer de glisser un billet de vingt dollars dans nos passeports. Et voilà, nous pouvons partir.

La sortie des zones aéroportuaires pourrait servir de scénario à Sergio Leone tellement la scène est surréaliste. Une quinzaine de miliciens armés ouvrent et ferment les portes, selon leur bon plaisir, tandis qu'une meute de chauffeurs de taxi hurlent et klaxonnent pour entrer.

Chaque fois qu'une voiture sort, deux autres essaient de se faufiler. Les miliciens frappent à coups de poing sur les capots pour les faire reculer et tendent ensuite les mains pour voir qui est le plus généreux. La grille s'ouvre quand le bakchich est suffisant.

La route vers Kaboul traverse un désert entouré de montagnes sur près de 40 kilomètres. Tout le long du chemin, il y a des carcasses de voiture, des camions et des chars éventrés. Ici et là, on rencontre quelques miliciens qui vivent dans des abris de fortune comme des marmottes dans leur terrier.

Nous arrivons enfin à Kaboul à la nuit tombante et nous filons vers l'hôtel le plus important pour essayer de trouver un gîte et un interprète. L'hôtel Intercontinental est complet même si ses 300 chambres sont dépourvues d'eau et de chauffage.

Devant notre embarras, l'interprète d'un collègue nous offre de passer la nuit dans son sous-sol moyennant la modique somme de

70 \$ US. Heureusement que nous avons apporté des sacs de couchage car la nuit est fraîche.

## Vendredi 30 novembre

Sans doute pris de remords pendant la nuit, notre hôte nous offre du thé avec des biscuits et des dattes pour déjeuner. Nous partons ensuite à la recherche d'un hôtel. Les trois premiers que nous visitons sont infects, mais tout de même remplis de journalistes. Le quatrième est en restauration.

Wais, le propriétaire de l'hôtel Mustapha, est un Afghan qui est venu aider son vieux père à relancer l'établissement. La moitié de l'immeuble a été détruit lorsqu'il s'est retrouvé sous le feu croisé de deux groupes de moudjahidines en 1994.

Les chambres de trois mètres sur quatre ressemblent à des cellules avec leurs lits étroits, les murs en béton et les barreaux aux fenêtres. Wais, ajoute une petite table et une chaise pour que nous puissions écrire, l'électricité fonctionne presque sans interruption grâce à une génératrice et la maison est propre : c'est le bonheur à 25 \$ la nuit.

Comme dans les autres hôtels de la ville, il n'y a pas d'eau aux étages, mais chaque matin on nous apporte un seau d'eau chaude pour faire nos ablutions. Un luxe que nous envient nos collègues installés ailleurs, si bien qu'une vingtaine d'entre eux viendront se joindre à nous.

Comme le système téléphonique afghan n'est plus relié au réseau international depuis les bombardements américains, nous montons sur le toit de l'hôtel le soir pour transmettre nos reportages par téléphone satellite. La nuit de Kaboul bruisse alors de messages en japonais, en français, polonais, anglais ou espagnol.

Le matin, un même univers polyglotte se réunit de nouveau au petit-déjeuner pour manger du pain frais avec deux oeufs et de bonnes oranges de Jalalabad. Les Américains ont apporté du café instantané, les autres boivent du thé afghan.

■ ■ ■

Pour tâter le pouls de la population, nous allons ensuite au marché en plein air discuter avec les vendeurs et les clients. L'ambiance est joyeuse, les gens ne demandent pas mieux que de raconter comment ils sont soulagés du départ des talibans.

Chaque fois que nous engageons la conversation avec un passant, de nombreux curieux s'approchent. Nous faisons dès lors partie du spectacle de la rue. Plus tard, nous nous arrêtons dans un quartier de Hazaras, dévasté par la guerre civile, et nous sommes rapidement entourés même si le secteur semble désert. Les gens nous disent que 40 % de la ville a été détruit par la folie des chefs de guerre.

## Samedi 1<sup>er</sup> décembre

Ce matin, c'est la corvée bureaucratique. Nous allons nous inscrire au centre de presse du ministère des Affaires étrangères et chercher ce visa qu'on nous a encore demandé. L'exercice prendra toute la matinée. Le nouveau gouvernement n'est pas encore en place, mais les fonctionnaires ont déjà quantité de formulaires à remplir.

En sortant de ce labyrinthe, nous allons rencontrer les villageois qui

squattent les immeubles de la rue de l'ancienne ambassade soviétique. Ces taudis en hauteur sont des foyers de maladies contagieuses où les gens vivent dans des conditions hygiéniques déplorables, dit le directeur de l'unique clinique médicale au service de ces 24 000 personnes.

Par la suite, nous prenons la route pour aller voir leur village détruit par les talibans il y a deux ans. Tout le long du chemin, sur 40 kilomètres, nous rencontrons des miliciens attroupés autour d'un bunker ou d'un nid de mitrailleuses. Ils nous arrêtent, interrogent l'interprète qui répond aux journalistes, puis nous repartons.

Cette vallée afghane couverte de vignes ressemble à la campagne du Québec. Deux choses la distinguent cependant, les talibans ont nivelé tous les villages et il n'y a plus âme qui vive à des kilomètres à la ronde.

Le soir, en rentrant, nous allons à une conférence de presse du ministre des Affaires étrangères, le Dr Abdullah. Quand notre travail est enfin terminé, il est trop tard pour aller au restaurant.

## Dimanche 2 décembre

Ce matin, la neige recouvre les montagnes qui entourent Kaboul. Les passants se drapent de couvertures pour se réchauffer, l'hiver approche. La plupart des maisons n'ont que des radiateurs portatifs ou des poêles à l'huile comme appareil de chauffage.

Rue des Fleurs et rue du Poulet, au centre-ville, les boutiques sont déjà ouvertes. Des femmes en burqa et des enfants déguenillés quêtent aux portes. Agacés, les marchands les chassent comme des importuns.

Ici, les plus fortunés peuvent trouver du beurre de Nouvelle-Zélande, des confitures du Pakistan, des fromages de France et toutes sortes d'autres produits importés offerts au même prix qu'à Montréal. Les salaires afghans rendent toutefois ces articles inaccessibles au commun des mortels.

## Lundi 3 décembre

Un jeune soldat qui monte la garde devant la résidence du premier ministre, un immeuble désert depuis six ans, nous confie que son plus cher désir est d'aller un jour à l'université.

Malek avait 13 ans quand il a été recruté par l'Alliance du Nord. Il en a aujourd'hui 21 et attend que les choses se tassent pour quitter la vie militaire. Il se dit fatigué de la guerre et a envie de devenir avocat comme son père.

L'Université de Kaboul est cependant fort mal en point pour recevoir de nouveaux étudiants en février prochain. Les talibans ont réduit son budget de 80 %, la moitié des professeurs ont été congédiés et les immeubles sont dans un état lamentable.

La direction de l'institution est cependant déterminée à redonner à cette maison son lustre d'antan. La bonne nouvelle, disent les professeurs, c'est que les filles reviendront aux études lors de la prochaine session. Elles avaient été exclues du système d'éducation par le régime des talibans.

## Mardi 4 décembre

Les organisations d'aide humanitaire reviennent lentement en Afghanistan et Médecins sans frontiè-

res a été la première à se réinstaller dans le pays. Le chef de mission de MSF, George Dutreix, confirme qu'il y a plus de mendiants dans les rues qu'au temps des talibans. Les gens n'étaient pas plus riches, c'est simplement que les mollahs ne toléraient pas la mendicité.

L'Afghanistan est l'un des pays les plus pauvres au monde, dit-il. La majorité de la population n'a pas les moyens de se nourrir convenablement, elle souffre donc de différentes maladies à cause de la malnutrition. Ce sont des cas facilement curables moyennant des soins très simples, une saine alimentation et une meilleure hygiène au foyer.

Malheureusement, le système de santé est en ruine. Les employés des hôpitaux n'ont pas été payés depuis quatre mois, les médicaments sont introuvables ou trop chers, et les médecins encore au pays trop peu nombreux.

## Mercredi 5 décembre

Curieux d'en savoir plus sur la santé du pays, nous allons rencontrer le directeur de l'hôpital pédiatrique de Kaboul, le Dr Mustapha Zmarai, un homme énergique qui peste contre le système. L'hôpital traverse de très grandes difficultés, dit-il. Les patients ne peuvent pas recevoir les soins dont ils ont besoin parce que le budget de l'institution a été réduit comme celui de l'université. L'équipement est défectueux, le personnel démissionne fréquemment et il ne reste pas assez d'argent pour chauffer l'ensemble de l'hôpital.

Dans les corridors glacés, on peut voir ici et là des panneaux disant que tel service est subventionné par un organisme allemand, tel autre par une ONG française et que même l'alimentation des patients et du personnel est assurée par l'aide étrangère. Nous n'osons pas parler de la crise des urgences québécoises à ce bon Dr Zmarai, le brave homme n'y comprendrait sans doute rien.

## Jeudi 6 décembre

Le jeune messager de l'hôtel ne tient plus en place aujourd'hui. Le stade de soccer vient de rouvrir ses portes et son équipe favorite joue son premier match. Le stade de Kaboul a, pour des raisons évidentes, fermé ses portes à la fin de septembre et ce retour au jeu est une véritable fête pour les sportifs.

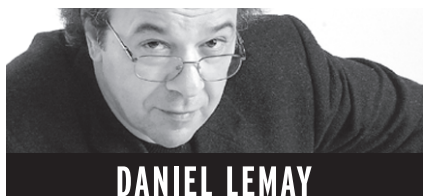
D'autres ne voudront cependant jamais y remettre les pieds parce que le stade était devenu un terrain d'exécution sous les talibans. C'est ici qu'on pendait, fusillait et charcutait les condamnés reconnus coupables en vertu de la charia, la loi islamique.

En rentrant à l'hôtel, une surprise nous attend : le proprio a acheté une télé couleur et il a fait installer une antenne parabolique. Nous allons maintenant avoir les nouvelles du jour de la BBC, l'unique station que nous captions.

Faut-il rappeler que le seul journal de Kaboul, publié en dari, ne paraît que de façon très irrégulière. Les publications étrangères, elles, n'arrivent toujours pas dans la capitale parce que le transport aérien est toujours suspendu.

Ce soir, la BBC annonce que le siège de Kandahar tire à sa fin puisque les talibans sont prêts à se rendre. La fin du siège de l'hôtel Mustapha est donc à l'horizon. Et vivement une bonne douche d'eau chaude !

# Dans la brume de la guerre...



DANIEL LEMAY

*En huit semaines de campagne, les Américains comptent quatre morts au*

*combat: un agent de la CIA a été battu à mort par les talibans dans la prison de Mazar-e-Charif et trois Bérêts verts sont tombés sous une bombe américaine qui a raté sa cible. Bref, oubliez ben Laden et les talibans: la plus grande menace pour les Américains, ce sont les Américains!*

Après deux mois de campagne en Afghanistan, les Américains ont perdu quatre hommes. C'est peu pour une opération de cette envergure. Le premier, un agent de la CIA, a été battu à mort par les talibans dans une prison de Mazar-e-Charif. Les trois autres, des soldats des Forces spéciales (FS), sont tombés sous une bombe américaine soi-disant intelligente, lancée mardi d'un bombardier lourd B-52, et qui a aussi tué six miliciens pachtouns et blessé une trentaine d'autres soldats, Afghans autant qu'Américains.

La Maison-Blanche regrette la mort de ces « héros » et le Pentagone a ordonné une enquête sur ce « fratricide », comme on appelle ces incidents où des soldats sont tués par le tir de leurs propres troupes (« friendly fire »). Les militaires disent aussi « blue on blue fire », le bleu désignant les forces amies sur les cartes d'opérations de l'OTAN, où le rouge marque les positions des troupes ennemies, un rappel de couleur qui prenait toute sa signification pendant la guerre froide quand le rouge soviétique était une couleur honnie en Occident.

L'accident de cette semaine a eu lieu au nord de Kandahar, quand des unités pachtounes, accompagnées d'équipes de Bérêts verts américains, se sont retrouvées sous un barrage de mortier taliban. Pour le détruire, les SF ont alors demandé l'appui de l'aviation — urgent. La mission a été confiée à un B-52, un bombardier lourd volant à 33 000 pieds d'altitude, qui ne compte pas dans ses missions premières l'appui rapproché aux troupes amies. Le B-52 est plus connu pour ses missions de « tapisage » (carpet bombing) où de vastes secteurs ennemis sont martelés avec des bombes allant jusqu'à 2000 livres.

C'est une de ces bombes JDAM (Joint Direct Attack Munition), guidée par un satellite GPS (Global Positioning System) qui est tombée à 100 mètres — un terrain de football — des troupes amies, causant les dommages que l'on sait. La distance sécuritaire est d'environ 800 mètres (un demi-mille)...

Selon les experts, l'erreur fatale peut venir de trois sources. Un : le contrôleur au sol a donné au bombardier de mauvaises coordonnées pour la position des mortiers talibans, le laser servant à les déterminer pouvant avoir été affecté par la température. Deux : une erreur s'est produite dans l'entrée (manuelle) des coordonnées dans le système de guidage de la bombe. Trois : ledit système était défectueux.

Mais pourquoi avoir confié cette

mission à un bombardier stratégique alors que les forces américaines comptent des centaines d'appareils — chasseurs-bombardiers, battle-ships, hélicoptères de combat — spécifiquement conçus pour l'appui tactique au sol ? « C'était le seul appareil qui survolait le secteur à ce moment-là », a répondu le porte-parole du Pentagone, avant d'ajouter que le B-52 était « un vieil avion mais il est équipé de systèmes d'armement très modernes ». Le système en question transforme des bombes traditionnelles en « smart bombs » par l'ajout d'un appareil de guidage à la queue ; ce système a été mis en place dans les bombardiers de haute altitude après la campagne du Kosovo (1999) pour permettre à ces appareils de remplir les missions d'appui-feu hors de la portée des armes antiaériennes conventionnelles. Selon le Pentagone, l'Aviation américaine a déjà lancé plus de 4000 JDAM au cours de la présente campagne et « la plupart » ont atteint leur cible ; les « errantes » seraient dues à des erreurs humaines.

#### Aussi vieux que la guerre

Les pertes par le feu ami ont toujours fait partie de la guerre. Pendant des siècles, des soldats de première ligne sont morts sous les obus de leur propre artillerie qui tiraient trop court ou trop croche. Les armes s'améliorent, mais, paradoxalement, le danger croît avec la précision parce que les soldats en viennent à la tenir pour acquis et oublient la possibilité d'erreur. Au Vietnam, dans des opérations de jungle warfare où les ennemis sont toujours près les uns des autres, des centaines de Marines et de G.I. sont morts sous les bombes lancées d'appareils américains, sans parler des dizaines d'autres, de jeunes officiers surtout, qui ont été abattus délibérément par leurs propres hommes.

Pendant la guerre du Golfe (janvier-février 1991), la moitié des Américains et des Britanniques morts au combat sont tombés sous le feu ami, qui venait du sol dans la plupart des cas. Une vingtaine de morts ont été dues à des incidents air-sol<sup>(1)</sup> comme celui de mardi : un A6 des Marines a attaqué un convoi de Marines, un appareil non identifié a mitraillé un peloton de Saoudiens qui s'étaient égarés dans la zone de feu, des avions de la US Air Force ont détruit deux blindés britanniques. Par ailleurs, un pilote de F-15 américain a été décoré pour ne pas avoir tiré sur un appareil « ennemi » qui fuyait, malgré un ordre de son contrôleur ; parce qu'il doutait, le pilote s'est rapproché de sa « cible » pour constater que c'était un chasseur koweïtien,



Le B-52 est un vieil avion équipé de systèmes d'armement très modernes qui transforment des bombes traditionnelles en « smart bombs ».

un allié, qui rentrait de sa mission le pied dans le plancher.

L'identification des cibles est aussi importante pour les troupes terrestres. Au sol, ça va moins vite que dans les airs, mais il y a plus de trafic... Plus de 70 % des tanks et transporteurs de troupes américains perdus durant la guerre du Golfe ont été touchés par des roquettes américaines. Ici, un tank avance trop vite et se retrouve en avant de ses amis qui le confondent avec un tank irakien : « Tank ennemi ! 700 mètres. Feu ! » Là, un commandant de véhicule blindé perd la carte — facile dans le désert, surtout quand ça tire de partout — et se retrouve dans l'axe de son voisin de front : « Véhicule ennemi !... »

Les obus non explosés (duds) peuvent aussi entrer dans la catégorie fratricide. Le danger est particulièrement grand durant les attaques qui, la plupart du temps, sont précédées d'intenses bombardements aériens. La « préparation » aérienne terminée, les troupes terrestres avancent à travers les secteurs qui viennent d'être bombardés et qui sont jonchés d'obus

amis, non explosés... jusqu'à ce que quelqu'un marche dessus.

À ce jour, aucun soldat américain n'a sauté sur un dud parce que les troupes US n'ont participé à aucune attaque, laissant ce soin à leurs alliés de l'Alliance du Nord et à leurs nouveaux amis pachtouns, au sud. Un millier de Marines avaient pris position dans le désert au sud de Kandahar où le Pentagone n'a jamais eu la moindre intention de les envoyer.

Les milices pachtounes aussi se réjouissent de la reddition de Kandahar. D'abord parce que c'est leur ville et qu'elle a déjà été assez touchée par les bombardements. Et parce que la guérilla urbaine est une affaire dangereuse : il faut faire du « porte-à-porte », « clairer » chaque maison et prendre garde à la façon dont on traverse le jardin. Si l'on fait exception des affrontements contre les milices somaliennes à Mogadiscio, les Marines, bien qu'entraînés à la chose, n'ont pas été impliqués dans une opération du genre depuis l'offensive du Têt, pendant la guerre du Vietnam. Les fêtes du Têt, qui marque le nouvel an lunaire au Vietnam,

amenaient d'habitude un cessez-le-feu. Comme le ramadan... Mais le matin du 31 janvier 1968, les Nord-Vietnamiens ont attaqué la ville de Hué, capitale historique de l'ancien empire du Vietnam sans défense militaire. Les Marines ont mis un mois à reprendre Hué, maison par maison, quartier par quartier, au prix de pertes énormes, tant civiles que militaires.

Les Marines l'ont dans la mémoire. Et devaient préférer aller voir s'il y a de la lumière au bout des tunnels de Tora Bora. Tunnels dont l'aviation américaine continue de fermer les sorties. Le problème, c'est que ce ne sont peut-être que les entrées...

« Savez-vous qui se terre dans ces tunnels ? » a demandé un journaliste à Donald Rumsfeld. Le secrétaire à la Défense a gardé un long moment de silence, a regardé le gars par-dessus ses lunettes puis a répondu : « Non... »

(1) Every Man a Tiger — The Gulf War Air Campaign ; Tom Clancy avec le Général Chuck Horner, Berkley Books, N.Y. 1999.

## Objectif Bagdad ?

DIX MEMBRES éminents du Congrès américain ont écrit au président George W. Bush pour l'exhorter à marcher sur Bagdad quand la portion afghane de la campagne antiterroriste aura été conclue. Cet appui des lawmakers arrive deux semaines après que M. Bush eut lancé une « sonde » à ce sujet, déclarant au cours d'une conférence de presse impromptue que l'Irak pourrait bien se retrouver en position prioritaire sur la liste des prochaines cibles américaines. Éventualité reprise en écho par le « secrétaire à la Guerre » Donald Rumsfeld et, bien qu'avec moins d'enthousiasme, par le secrétaire d'État Colin Powell.

Cette expression de « volonté politique » viendra renforcer le désir ardent de la partie hard du Pentagone qui rêve depuis 10 ans d'aller régler le cas de Saddam Hussein, laissé en place à la fin de la guerre du Golfe en 1991, après que les forces coalisées eurent libéré le Koweït. Le commandant en chef de l'opération Tempête du désert, le général « Stormin' » Norman Schwarzkopf, ne s'est jamais gêné pour dire que cette « unfinished business » avait constitué une grave erreur stratégique, un avis partagé par de nombreux vétérans du désert, autant au Pentagone que dans les garnisons.

Colin Powell, le chef d'état-major de la Défense du temps, était pour sa part contre l'idée de poursuivre Saddam Hussein, président de la république, premier ministre, maréchal, chef suprême des forces armées, président du Conseil de commandement de la Révolution et secrétaire général du Parti Bass, toujours le seul parti légal en Irak. Le général Powell considérait l'entreprise trop dangereuse.

Elle l'est toujours. Politiquement d'abord. Une campagne contre un État arabe, alors que le conflit entre la Palestine et l'allié israélien est (encore) dans une phase cruciale, ne pourrait qu'exacerber le sentiment antia-

méricain dans le monde arabo-islamique. Et peut-être priver Washington de ses alliances arabes dans sa lutte contre le terrorisme. Quant aux membres non arabes de la coalition antiterroriste, on peut prévoir que plusieurs s'abstiendront, particulièrement les membres de l'Union européenne qui fournit à l'Irak 45 % de ses importations et qui absorbe 55 % de ses exportations. Les États-Unis, officiellement, ne vendent rien à l'Irak, mais importent près du tiers de la production pétrolière du pays, dans le cadre du programme « paix contre nourriture » de l'ONU.

Militairement, une campagne contre l'Irak ne ressemblerait que de loin à celle que les Américains mènent en Afghanistan. Dans la montagne afghane, les Américains ont trouvé en l'Alliance du Nord des alliés qui menaient déjà le combat depuis des années et à qui ils ont offert l'assistance nécessaire à l'atteinte d'un objectif commun : la chute du régime taliban. Couverts par l'aviation américaine, les moudjahidines n'ont jamais hésité à monter aux premières lignes. À ce jour, les forces terrestres américaines, unités spéciales ou Marines, n'ont pas eu à « se mettre le nez dedans ». Washington ne trouvera pas d'alliés de cette nature en Irak.

Quant à l'ennemi auquel ils auraient à faire face éventuellement, les Américains savent qu'il est nombreux — on estime<sup>(1)</sup> que les forces armées irakiennes comptent plus de 400 000 hommes —, qu'il n'a aucun égard pour sa population civile et que, c'est là le centre du problème, il dispose d'armes de destruction massive, chimiques et/ou biologiques. Armes qu'il est parfaitement disposé — sinon équipé — à utiliser contre l'envahisseur, ses alliés proches (l'Irak avait lancé des missiles Scud sur Israël pendant la guerre du Golfe) ou contre tout ce qui peut ressembler à un dissident. Sans parler du danger que ces armes pourraient représenter pour la population en

sol américain.

Mais le Pentagone a aussi des arguments de poids dans la colonne « pour ». Son dispositif de guerre (moins de 15 % des effectifs et du matériel immédiatement disponibles) est déjà en place dans la région du golfe Arabo-Persique et peut être facilement augmenté. La suprématie aérienne, le contrôle total de l'espace aérien, resterait toujours une condition préalable à toute campagne terrestre, mais la supériorité aérienne est acquise. L'Irak n'a pu remplacer les appareils perdus pendant la guerre du Golfe et la chasse britanno-américaine contrôle depuis longtemps les « corridors d'exclusion » au nord du 36<sup>e</sup> parallèle (la région du Kurdistan autonome, pro-américain) et au sud du 33<sup>e</sup> parallèle (Bagdad est à la hauteur du 35<sup>e</sup>). Au sol, sous ces « corridors » interdits, les bombardements incessants, à partir de la Turquie au nord, auraient détruit la plupart des installations militaires irakiennes.

Les tenants d'une expédition à Bagdad argueront aussi que les États-Unis — et ceux de la coalition qui veulent suivre — doivent profiter du « momentum » créé par la « victoire » en Afghanistan que la presse américaine a tellement hâte de proclamer... Vrai que la guerre est une affaire de rythme à exploiter et que George W. Bush, pour sa crédibilité, doit tenir sa promesse qu'il n'aura de cesse que quand le terrorisme aura été « éradiqué »... Il reste que la route de Bagdad est semée d'inconnues.

Une certitude, par contre. Comme la « business » en Afghanistan ne sera pas terminée tant qu'Oussama ben Laden n'aura pas été éliminé, une campagne en Irak commanderait la même finalité avec Saddam Hussein. Mais lui non plus n'a pas d'adresse fixe et, en plus, il est chez lui partout. George W. Bush ira-t-il frapper au 23, impasse de la Mosquée ?



Photothèque La Presse

Un millier de Marines ont pris position dans le désert au sud de Kandahar où le Pentagone n'a jamais eu la moindre intention de les envoyer.

# L'homme aux sept vies

ABDER RAOUF ARAFAT, riche négociant en blé et fromage qui s'est établi en Égypte dans les années 1920, était un homme têtue. Il a passé sa vie à revendiquer des droits sur un quartier du Caire qui, croyait-il, appartenait à sa famille. Il y a englouti toute sa fortune, allant jusqu'à vendre tous les terrains qu'il possédait à Gaza, sa terre natale. Mais il a perdu sa bataille.

« Mon père ne m'a même pas laissé deux mètres carrés de Palestine », aurait un jour confié son fils Yasser à un ami de jeunesse. Yasser Arafat passera toute sa vie à reconquérir son pays perdu. Pour y arriver, il a commis des actes terroristes, détourné des avions, échappé à des attentats et des accidents, connu l'exil et la prison. À 72 ans, il n'a toujours pas réalisé son rêve : donner un État à son peuple.

Selon sa biographie officielle, Yasser Arafat serait né à Jérusalem, dans une maison jouxtant le mur des Lamentations. Cette version est largement contestée. Mais le petit Yasser passera quand même une partie de son enfance en Palestine. À la mort de sa

mère, en 1933, il est envoyé chez un oncle de Jérusalem. La Palestine est alors sous mandat britannique. Une nuit, des soldats anglais viennent arrêter son oncle Salim. À huit ans, Yasser Arafat retourne au Caire. Il faudra 60 ans pour qu'il puisse fouler de nouveau, en toute légalité, le sol palestinien.

Étudiant en génie civil, Arafat devient président de l'Union des étudiants palestiniens. Ce militantisme lui vaut plusieurs arrestations et il finit par se réfugier au Koweït. C'est là qu'il fonde le Fatah, en 1959. La fusion de ce mouvement avec d'autres organisations palestiniennes aboutira à la création de l'OLP, en 1964. Après la défaite arabe de 1967, Arafat atterrit en Jordanie. En 1968, à Karameh, sur les bords du Jourdain, ses troupes réussissent à repousser l'armée israélienne.

Arafat devient alors un héros national. Son OLP en mène large en Jordanie. Trop large, aux yeux du roi Hussein qui lance ses troupes contre les militants palestiniens. C'est le « Septembre noir » de 1971. Nouvel exil : Arafat se réfugie au Liban.

Avec les années, Arafat nuance son discours. En 1974, lors d'une adresse à l'ONU, il appelle à la recherche d'une solution pacifique en Palestine. En 1983, en pleine guerre du Liban, l'armée israélienne le chasse de Beyrouth. Il s'en va à Tunis.

En 1988, alors que l'Intifada fait rage dans les territoires occupés, Arafat proclame l'indépendance de la Palestine et réclame des négociations directes avec Israël. Il a alors réussi à gagner une crédibilité internationale... qui vole en éclats pendant la guerre du Golfe, alors qu'il choisit d'appuyer Saddam Hussein.

À l'issue de cette guerre, Israéliens et Palestiniens amorcent des négociations qui aboutiront à la signature des accords d'Oslo, en 1993. L'année suivante, Yasser Arafat rentre à Gaza qui relève dorénavant de l'Autorité palestinienne. En 1996, il est élu président avec 87 % des voix.

Les négociations avec Israël achoppent sur la question du retour des réfugiés et le statut de Jérusalem. La santé de Yasser Arafat décline. Il tremble comme s'il était af-

fligé de la maladie de Parkinson. Il lui arrive de paraître confus. De quel mal souffre-t-il ? Mystère.

En juillet 2000, à Camp David, Arafat rejette l'accord sur le « statut définitif » de la Palestine. C'est le cul-de-sac. Et en septembre 2001, une nouvelle vague de violence embrase la Cisjordanie et Gaza.

« Arafat est une expression mythologique de la cause palestinienne plutôt qu'un véritable leader », dira de lui l'ancien ministre israélien Schlomo Ben Ami, qui a négocié les accords de Camp David. Imprévisible, changeant, insaisissable, Arafat un émotif, un tacticien plutôt qu'un stratège, selon sa propre description.

« Ce n'est pas Nelson Mandela », dit le politologue québécois Sami Aoun. Mais avant lui, le sort des Palestiniens représentait un problème humanitaire. Arafat a transformé ce problème en une cause politique. « Il a préservé l'identité palestinienne. » Même s'il ne devait jamais voir un État palestinien de son vivant, sa place dans l'Histoire est assurée.



## Le «début de la fin» d'Arafat

### Après lui le déluge?



AGNÈS GRUDA

*Ce n'est pas la première fois que l'homme au keffiyeh échappe au danger. La légende lui prête sept vies — qui symbolisent à la fois sa capacité à ruser avec la mort et celle*

*à déjouer ses adversaires. Mais ce capital de vies n'est pas inépuisable. Et s'il a réussi, cette fois encore, à échapper au danger, sa survie politique ne tient plus qu'à un fil.*

Il était peu avant midi, mardi, quand un hélicoptère Apache de l'armée israélienne a lancé trois roquettes sur le poste de police palestinien de Ramallah, en Cisjordanie. L'immeuble est logé à quelques mètres des bureaux de Yasser Arafat, qui s'y trouvait justement lors de l'attaque. Il s'en est sorti sans la moindre égratignure.

Les raids israéliens de cette semaine marquent « le début de la fin » pour celui qui, depuis plus de 30 ans, porte la cause palestinienne sur ses épaules, estimant plusieurs analystes. L'ennui, c'est qu'après lui, ce pourrait être n'importe quoi — y compris le déluge.

« Les jours d'Arafat sont comptés », prédit le journaliste israélien Danny Rubinstein, qui suit depuis longtemps la politique palestinienne. « Il est dans ses derniers milles », dit le politologue québécois Sami Aoun.

Des attentats d'une rare violence ont fait plus de 30 morts à Jérusalem et Haïfa, il y a une semaine. Israël a réagi en ciblant Yasser Arafat et l'Autorité palestinienne, le gouvernement issu des accords d'Oslo. De toute évidence, ce « blitzkrieg » avait la bénédiction de Washington.

Lâché par les Américains, Arafat est sous le coup d'un ultimatum : Israël et les États-Unis lui demandent de faire le ménage chez les islamistes palestiniens. S'il n'accède pas à cette demande, il risque de perdre toute légitimité internatio-

nale. S'il procède à des arrestations massives, il risque de perdre toute légitimité chez lui. Le dilemme est insoluble.

Le président palestinien marche sur un fil très mince, s'inquiète Khalil Shikaki, un analyste palestinien réputé qui dirige un centre de recherche à Ramallah. « Arafat est confronté aux fissures dans son propre parti, il fait face aux islamistes et à la pression de la rue, alors que Israël provoque de plus en plus l'opinion palestinienne. S'il ne réussit pas à manœuvrer entre tous ces courants, ce sera la guerre civile. »

Arafat n'a plus aucune crédibilité en Israël, mais ses appuis s'effritent aussi dans sa propre cour. Même s'il demeure le grand symbole de l'unité palestinienne, sa popularité a chuté à moins de 25 %. Son parti, le Fatah, arrive maintenant à égalité avec le Hamas. Il y a trois semaines, des élections ont eu lieu à l'Université de Naplouse. Les islamistes y ont récolté 60 % des voix !

Arafat se trouve entre l'arbre et l'écorce, constate Adam Garfinkle, un analyste américain qui a co-signé un récent ouvrage sur la politique palestinienne après Arafat. Selon lui, ce dernier a intérêt à regarder où il met les pieds : il pourrait bien se rendre compte que les bombes qui explosent à Jérusalem peuvent aussi faire des dégâts à Gaza...

Khalil Shikaki croit que si l'escalade continue, les Israéliens pour-

raient décider d'éliminer celui qu'ils considèrent comme le cœur du problème palestinien. Un autre scénario le voit contraint une fois de plus à l'exil.

#### Où est la relève ?

Si Yasser Arafat disparaît, on peut s'attendre à une féroce lutte pour le pouvoir... dont personne ne sortirait gagnant.

La société palestinienne est déchirée par deux grands conflits. L'un oppose les nationalistes laïques de l'OLP et du Fatah aux intégristes religieux du jihad et du Hamas. L'autre se joue entre la « vieille garde » de l'OLP, longtemps basée à Tunis, et une génération plus jeune qui a fait ses armes lors de la première Intifada, à la fin des années 1980.

Les islamistes n'ont aucune chance de prendre le pouvoir dans un avenir immédiat, s'entendent les analystes. Mais leur popularité n'a cessé de monter depuis 14 mois et atteint maintenant 30 %. Si le conflit avec Israël continue à s'aggraver, d'ici deux ou trois ans, les islamistes pourraient devenir le courant politique le plus fort en Cisjordanie et à Gaza, prévoit Khalil Shikaki.

D'autant plus que la « jeune garde » nationaliste s'est alliée avec le Hamas et le jihad. De jeunes militants du Fatah et des islamistes radicaux vont ensemble tirer sur des colons juifs. Aux yeux de cette jeune génération, les « anciens »

ont échoué lamentablement sur deux fronts. Ils n'ont pas mis fin à l'occupation israélienne. Et ils ont trahi leur promesse de bâtir un État « propre et démocratique », analyse M. Shikaki.

« La vieille garde tient sa légitimité de Yasser Arafat, la nouvelle génération a l'appui de la rue », dit l'analyste palestinien Khader Muslih.

Si Arafat s'en va, sa succession se jouera vraisemblablement au sein du Fatah. Mais les jeunes loups pourraient remporter la partie, ce qui permettrait aux islamistes d'accroître leur influence.

>Marwan Barghouti est un de ces jeunes loups. Il dirige les Tanzim — le fameux corps armé du Fatah — à Ramallah. Organisateur étudiant durant la première Intifada, il a appris l'hébreu en prison, en Israël. Il est sous le coup d'un mandat d'arrêt israélien pour complicité dans des actes terroristes. Il jouit d'une grande popularité.

>Jibril Rajoub fait lui aussi partie de la nouvelle garde. Chef de la sécurité à Ramallah, il a beaucoup d'ennemis dans l'establishment et il a déjà été suspendu pendant six mois du comité central de l'OLP.

>Muhammed Dahlan dirige la sécurité palestinienne à Gaza. Il s'est lui aussi fait connaître durant la première Intifada. Il est très populaire à Gaza. Mais il a des rivaux dans le Sud de cette mince bande de territoire.

>Abou Mazen, secrétaire général de l'OLP, est le « numéro 2 » palestinien. Arafat l'aurait déjà désigné comme son successeur. Peu charismatique, cet homme de la « vieille garde » a adhéré au processus d'Oslo et son étoile en a pâli.

>Farouk Kaddoumi est le chef du bureau politique de l'OLP à l'étranger. Il n'a jamais accepté le processus d'Oslo, ce qui lui vaut des appuis parmi les factions plus radicales de l'OLP. Mais il a peu de contacts avec les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Et à 70 ans, sa santé est fragile.

>Sari Nusseibeh est une figure à part dans la politique palestinienne. Président de l'Université palestinienne Al Quds, il remplace Faïçal Hussein, décédé au printemps dernier, comme responsable du dossier de Jérusalem. Récemment, il s'est fait remarquer par une déclaration où il remettait en question le sacro-saint droit de retour des réfugiés palestiniens. Ces propos ont fait monter sa cote... en Israël. Pas chez lui.

« Arafat est confronté aux fissures dans son propre parti, il fait face aux islamistes et à la pression de la rue. »

■ ■ ■  
Une chose est sûre : aucun de ces potentiels successeurs ne possède l'aura de Yasser Arafat, ce « Monsieur Palestine » qui a réussi à incarner la cause de son peuple et à concentrer tous les pouvoirs entre ses mains.

Son départ risque d'entraîner une balkanisation politique, prévoient les experts. Les plus optimistes espèrent qu'une nouvelle voix, plus pragmatique, comme celle de Sari Nusseibeh, émergera de ce magma.

Les plus pessimistes vont jusqu'à imaginer des scénarios inspirés de la Somalie, où des seigneurs de la guerre locaux se disputent leurs petits fiefs.

« Avec Arafat, la situation est tragique, dit le journaliste israélien Danny Rubinstein. Mais sans lui, ce sera la catastrophe... »

# HISTOIRE D'UNE VIE

## Dix-neuf années marquantes pour le Québec

LES HISTORIENS ont longtemps considéré Jean Lesage comme le père de la Révolution tranquille. Mais aujourd'hui, ils sont de plus en plus nombreux ceux qui lui font tout au moins partager cet honneur avec Georges-Émile Lapalme, un des politiciens les plus méconnus de l'histoire du Québec.

M. Lapalme peut en effet réclamer la paternité des réalisations suivantes : le programme du Parti libéral du Canada pour l'élection de Louis Saint-Laurent en 1948, d'abord publié sous forme d'articles dans le *Joliette Journal*, un quotidien qu'il avait fondé ; la réforme du Parti libéral du Québec grâce à la démocratisation de son fonctionnement et de son financement ; la rédaction du programme de l'Équipe du tonnerre de 1960 ; la création du ministère des Affaires culturelles, dont il fut le premier titulaire tout en assumant les responsabilités de procureur général dans le cabinet Lesage ; l'Office de la langue française et de la linguistique ; la Maison du Québec à Paris ; le Conseil provincial des arts ; la Commission des monuments historiques ; la gratuité scolaire ; la création du ministère de l'Éducation initialement confié à Paul-Gérin Lajoie ; sans oublier que par son influence, il a empêché l'éclatement du Parti libéral en 1962 en proposant des élections sur la nationalisation de l'électricité.

Ces réalisations et leur mise en marche l'ont amené à se frotter à deux hommes principalement : Maurice Duplessis et Jean Lesage. La récente rencontre avec trois de ses enfants a permis de faire le point sur ses relations avec ces deux hommes.

Dans le cas de M. Duplessis, on peut partager ces rapports en trois temps. D'abord, de 1950 à 1953, alors que M. Lapalme est chef du parti sans siège à l'Assemblée législative, M. Duplessis le traite avec dédain en faisant comme s'il n'est pas là. Dans un deuxième temps, la période allant de 1953 à 1958 fait de M. Lapalme le seul adversaire de taille du premier ministre puisque ses ministres lui sont inféodés. « À l'Assemblée législative, ils étaient comme deux bouledogues qui tiraient sur leur laisse pour s'attaquer », rappelle Michel à ce sujet, tant les deux hommes se méprisaient, en ajoutant : « Personne n'a eu aussi honte que papa d'être Québécois avec cet homme-là pour nous représenter. »

Mais à la fin de la vie de Maurice Duplessis, ce dernier, malade, n'hésite pas à consulter M. Lapalme afin de rendre les projets de loi plus acceptables aux yeux du Parti libéral. M. Lapalme en vient alors à formuler un certain respect envers le premier ministre, sans jamais aller jusqu'à l'aimer. « À la fin du règne de Duplessis, papa disait : maudit, ce gars-là a quand même fait quelque chose », raconte André.

### Jean Lesage

Dans le cas de Jean Lesage, il n'y a pas d'ambiguïté possible selon les enfants : pendant toute leur vie, les deux hommes gardent l'un envers l'autre un grand respect, même après que M. Lapalme eut, en 1964 (il quitta finalement la politique en 1966), démissionné parce que le premier ministre ne veut pas donner au ministère des Affaires culturelles l'ampleur souhaitée par M. Lapalme.

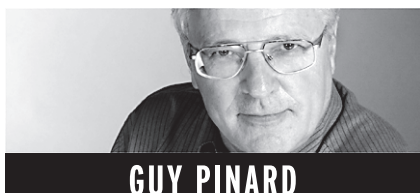
Michel raconte qu'à partir du moment, en 1958, où M. Lesage se dit disponible pour le Québec, ce dernier devient le candidat de son père pour la direction du parti, d'autant plus que M. Lapalme lui-même n'aurait pas été heureux, pensent-ils, dans la gerance du quotidien. Comme dit Michel, dans le fond, son père était content de constater que c'était M. Lesage, et non lui, qui se retrouvait avec les problèmes sur les bras. « Dans un parti, ça prend quelqu'un pour penser et quelqu'un pour exécuter. Je pense que papa n'était pas un exécutant », dit Odette. Tout en indiquant que son père n'était pas un homme de compromis (un sérieux handicap en politique), André renchérit en disant : « Maman m'a dit une fois que c'était une bonne chose que M. Lesage soit en place. Elle croyait que papa n'aurait pas été capable d'appliquer son programme ». Michel conclut en disant que même après la démission de son père en 1964, les deux hommes ont gardé des rapports plus que civilisés, au point que les Lapalme ont continué de fréquenter les Lesage, surtout à leur chalet de Berthier-sur-Mer.



Maria et Georges-Émile Lapalme, au salon, en compagnie de Guy, Roger, Pierre et Mireille.

Photothèque La Presse

## Maria Langlois-Lapalme (1907-2001) un parcours effacé... extraordinaire



GUY PINARD

La Presse continue aujourd'hui sa série de reportages occasionnels

explorant la vie d'une personnalité morte récemment. Maria Langlois est décédée le 18 juillet 2001 à l'âge vénérable de 94 ans, après une vie bien remplie.

Pendant trois ans, de 1950 à 1953, Maria Langlois élève sept enfants sans que son mari touche le moindre revenu. Tandis qu'il sillonne les quatre coins de la province pour reconstruire le Parti libéral du Québec sur une base démocratique (une grande primeur au Canada), elle gère le foyer familial avec des moyens très limités. Venant elle-même d'une famille nombreuse et habituée jeune à fonctionner sans le moindre sou, elle se débrouille pour que les enfants ne manquent de rien.

Et elle le fait si bien que c'est en lisant les mémoires de leur père, Georges-Émile Lapalme, que les enfants (cinq garçons et deux filles) découvrent la vérité. C'est tout dire sur le dévouement incroyable dont elle a fait preuve pendant ces années difficiles de sa vie, racontée avec beaucoup d'admiration par trois de ses enfants, l'aîné André, Michel et Odette (les autres étant Mireille, Guy, Pierre et Roger).

Maria Langlois est décédée le 18 juillet 2001 à l'âge vénérable de 94 ans, après une vie bien remplie. Elle aurait pu être femme de premier ministre quand on connaît la feuille de route de M. Lapalme, mais la chose politique l'intéresse si peu qu'elle se contente d'un rôle qui lui va comme un gant, celui de mère de famille dévouée.

« Quand papa devient chef du Parti libéral du Québec en 1950, il doit quitter son siège à Ottawa. Pendant trois ans, il ne touche aucun salaire jusqu'à son élection comme député d'Outremont à la fin de 1953. Dans ses mémoires, il raconte qu'une seule fois durant ces trois années, George Marler (il exerce alors le rôle de chef de l'opposition officielle en attendant l'élection de M. Lapalme) lui remet une enveloppe avec quelque 2000\$ réunis par des députés du parti. Ça donne une idée du climat familial qui régnait », dit Michel. « Maman m'a toujours dit : Il m'en donnait, j'en dépensais. Il ne m'en donnait pas, je n'en demandais pas », enchaine Odette, en précisant qu'elle n'a jamais entendu sa mère se plaindre du manque d'argent.

La famille Lapalme ne vit pas nécessairement dans la misère. Elle peut compter avec les revenus d'une pratique juridique fructueuse

de M. Lapalme dans la région de Joliette avant son entrée en politique.

Maria Langlois a connu une vie admirable, selon ses enfants. C'était une mère de famille au coeur gros comme le mont Royal, dotée d'une érudition stimulée par celle de Georges-Émile, qu'elle aura façonnée à coups de lectures et malgré son degré d'éducation très sommaire (une sixième année).

Souvent seule à cause du travail de son mari dont elle s'ennuie beaucoup (M. Lapalme appelait à la maison au moins une fois par jour), et voulant s'assurer un bon contrôle sur sa progéniture, elle invente un petit tableau sur lequel elle affiche le comportement quotidien de chaque enfant, raconte Odette. Quand le père arrivait pour le week-end, il était ainsi informé des humeurs des rejetons. Comme le précise Michel, ce système fut abandonné quand son père se rendit compte du rôle punitif qui lui incombait. « Moi je n'ai jamais senti l'absence de mon père. Non seulement à cause de ma mère, mais à cause de la qualité de ce qu'ils nous donnaient, les deux se complétaient si bien », ajoute André, tout en reconnaissant qu'il avait aidé sa mère en assumant au maximum son rôle d'aîné (né en 1937, André avait trois ans de différence avec le deuxième enfant, et les six derniers sont nés en sept ans). Et si d'aventure il lui arrivait de se choquer, « tout le monde riait tellement c'était peu habituel. On

disait : Vas-y maman, encore! » raconte Odette.

### Les vacances et les dimanches...

Deux situations illustrent bien le propos d'André quant à la qualité de vie qu'offrent leurs parents. D'abord les dimanches familiaux. Comme M. Lapalme siège cinq jours par semaine et s'occupe de son bureau de comté le samedi, le dimanche est scrupuleusement réservé pour la famille. Pendant que M<sup>me</sup> Lapalme profite d'un sommeil réparateur à la maison, ça commence par une balade dans la vieille DeSoto familiale rapiécée, dans laquelle on peut embarquer jusqu'à neuf personnes grâce à des strapontins. M. Lapalme adore ces balades, lesquelles se terminent toujours soit par des frites, soit par une crème glacée, précise Odette.

Puis, c'est le retour à la maison pour le dîner familial. Quand ce n'est pas l'humour qui fuse d'un bout à l'autre de la table, M. Lapalme ne cesse de poser des colles à ses enfants afin de stimuler leur érudition, sous l'oeil amusé de maman...

Les vacances se prennent aussi en famille, soit à la ferme du grand-père dans les Laurentides, soit dans un chalet de Trois-Pistoles où M. Lapalme laisse la famille pendant qu'il fait sa tournée du Québec.

Maria Lapalme n'est pas très à l'aise dans les multiples activités occasionnelles par son rôle d'épouse du chef de l'opposition officielle. Elle y va par obligation, évitant toutes celles où sa présence n'est pas nécessaire, raconte Odette. Mais forcément, elle apprend progressivement à épouser les grandes causes de la Révolution tranquille en marche.

Sa famille représente son principal intérêt. Et élever la famille d'un libéral du temps de Maurice Duplessis n'est pas une sinécure. N'aurait-il pas décrété que les libéraux sont des socialistes, et que le socialisme est l'antichambre du communisme? Même les curés se mettent de la partie en proclamant en chaire : « Le ciel est bleu, l'enfer est rouge. »

Les enfants en paient le prix. Michel rappelle que dans certaines

écoles, les religieuses commencent les cours par une prière « pour la conversion des enfants de M. Lapalme ». Et Odette raconte qu'une riche famille voisine, proche de l'archevêché de Montréal, l'invite à monter dans sa voiture jusqu'à l'école, et que dans la voiture on lui demande : « Comment se fait-il que tu sois dans notre école. T'es catholique? On a prié pour ta conversion! »

Heureusement, les enfants taisent ces incidents à la maison, Michel soulignant que chacun vivait ses expériences, en profitait pour s'affermir, et qu'en rétrospective, elles leur auront permis de garder leur indépendance d'esprit. Mais on ne peut épargner à M<sup>me</sup> Lapalme la désagréable surprise de découvrir qu'une certaine année, on a profité de l'hiver pour peindre en rouge la grange familiale...

### Un couple heureux

Même si elle n'appréciait guère les jeux politiques, même si elle a parfois regretté que Jean Lesage, et non son Georges-Émile, ait dirigé la Révolution tranquille, Maria Langlois a connu une vie enrichissante auprès de son mari. Selon les enfants, de toutes les réalisations de M. Lapalme, l'ouverture de la Maison du Québec à Paris, le 3 octobre 1961, lui aura assuré la plus grande satisfaction.

Les enfants n'ont aucun souvenir de tensions dans le couple uni depuis le 22 juillet 1935. Si M. Lapalme disait quelque chose qu'elle n'acceptait pas, elle se taisait et attendait l'occasion de le lui dire, mais jamais en présence des enfants. Ou bien, comme elle possédait un bon sens de l'humour et une richesse d'expressions plutôt rares, elle pouvait faire une remarque très caustique, mais en prenant soin de ne pas le rabaisser.

« Quand elle a eu 75 ans, papa a tourné un petit film, *Avoir 75 ans*. En regardant le film, il disait : Regardez cette femme, regardez comme elle est belle », raconte Odette en rappelant ce témoignage d'amour.

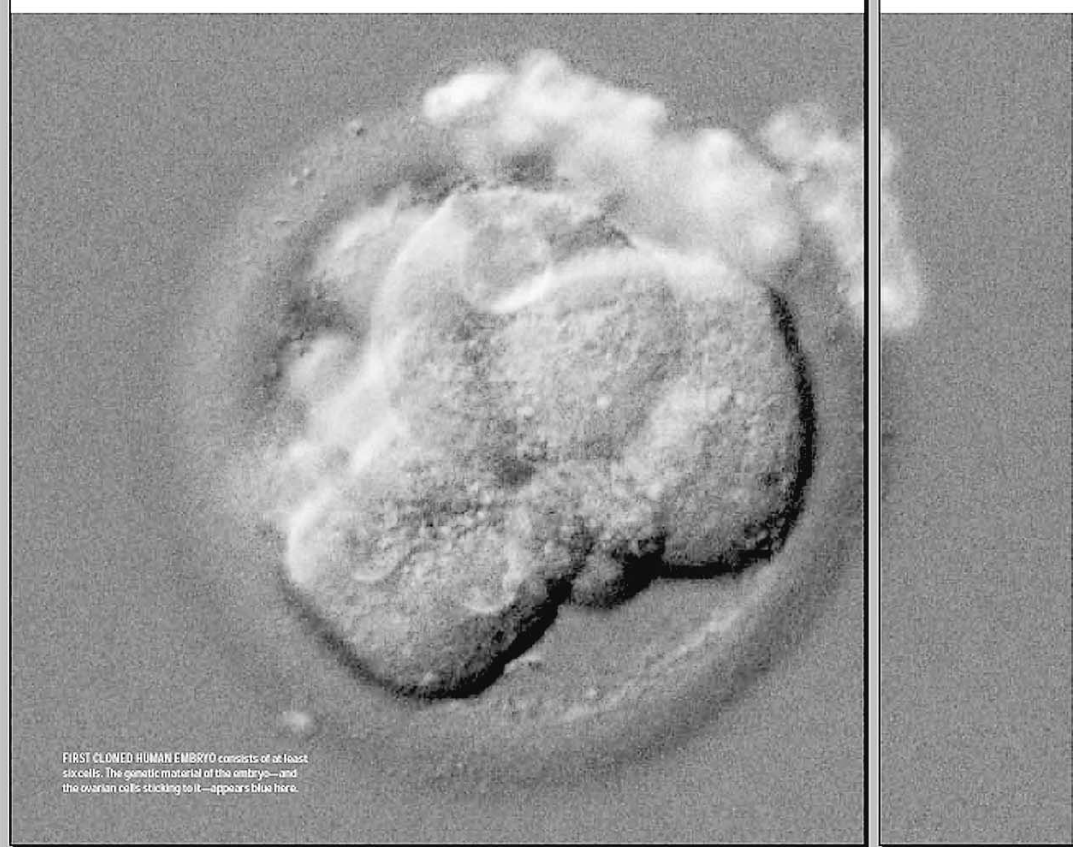
Le 4 février 1985, la veille de la mort de Georges-Émile Lapalme, Maria se rend à l'hôpital en compagnie d'André. En attendant une opération à coeur ouvert prévue pour le lendemain, il dévrote une biographie de l'éditeur Gallimard. Maria et André ont alors droit à une synthèse de la vie littéraire de presque tout le XX<sup>e</sup> siècle!

Vers la fin de sa vie, Maria Langlois reproche souvent à son mari de ne pas être venu la chercher plus tôt. Surtout au cours des trois dernières années, alors qu'elle ne peut plus marcher à cause d'une fracture du bassin, et que la cécité la prive de ses derniers plaisirs, la lecture et les mots croisés du magazine *Figaro*, objet de damnation pour son Georges-Émile, incapable de les réussir malgré son important bagage culturel.

EXCLUSIVE

# The First Human Cloned Embryo

By Jose B. Cibelli, Robert P. Lanza and Michael D. West, with Carol Ezzell



FIRST CLONED HUMAN EMBRYO consists of at least six cells. The genetic material of the embryo—and the ovarian cells, staining it—appears blue here.

**Cloned early-stage human embryos—and human embryos generated only from eggs, in a process called parthenogenesis—now put therapeutic cloning within reach**

THEY WERE SUCH TINY DOTS, YET THEY HELD SUCH immense promise. After months of trying, on October 13, 2001, we came into our laboratory at Advanced Cell Technology to see under the microscope what we'd been striving for—little balls of dividing cells not even visible to the naked eye. Insignificant as they appeared, the specks were precious because they were, to our knowledge, the first human embryos produced using the technique of nuclear transplantation, otherwise known as cloning.

With a little luck, we hoped to coax the early embryos to divide into hollow spheres of 100 or so cells called blastocysts. We intended to isolate human stem cells from the blastocysts to serve as the starter stock for growing replacement nerve, muscle and other tissues that might one day be used to treat patients with a variety of diseases. Unfortunately, only one of the embryos progressed to the six-cell stage, at which point it stopped dividing. In a similar experiment, however, we succeeded in promoting human eggs—on their own, with no sperm to fertilize them—

**THE AUTHORS** JOSE B. CIBELLI, ROBERT P. LANZA and MICHAEL D. WEST are vice president of research, vice president of medical and scientific development, and president and CEO, respectively, of Advanced Cell Technology, a privately held biotechnology company in Worcester, Mass. Cibelli received his D.V.M. from the University of La Plata in Argentina and his Ph.D. from the University of Massachusetts at Amherst. His research led to the creation of the first cloned genetically modified cow calves in 1998. Lanza has an M.D. from the University of Pennsylvania. He is a former Fulbright scholar and is the author or editor of numerous popular and scientific books, including the best-selling *Principles of Tissue Engineering*. West holds a Ph.D. from Baylor College of Medicine and is particularly interested in aging and stem cells. From 1990 until 1999 he was founder, director and vice president of Genex Corporation in Menlo Park, Calif., where he initiated and managed research programs in the biology of telomeres (the ends of chromosomes, which shrink during aging) and the efforts to derive human embryonic stem cells. Carol Ezzell is a staff writer and editor.

www.sciam.com

SCIENTIFIC AMERICAN 45

Photo Reuters

Le plus récent numéro de *Scientific American* signale, avec tambours et trompettes, l'arrivée du premier clone humain.

# TROP PEU, TROP VITE



AGNÈS GRUDA

*Il y a deux semaines, la compagnie américaine Advanced Cell Technology a annoncé une grande première : le clonage de trois premiers embryons humains. La*

*nouvelle a soulevé de grosses vagues dans l'opinion publique. Mais plusieurs experts n'y voient qu'un habile coup de publicité. Michael West, un biologiste controversé, est le géniteur de ces trois célèbres clones. Chronique d'une découverte exagérée.*

Sur le site Web de la compagnie Advanced Cell Technology, un hyperlien mène directement au dernier numéro du magazine *US News and World Report* qui annonce une percée scientifique sans précédent : le clonage du premier embryon humain. L'exploit est attribué aux chercheurs de cette firme de biotechnologie, que le magazine décrit comme des « pionniers », des chercheurs de choc ayant réussi à surmonter un mur d'hostilité.

Un autre clic de souris fait apparaître la page couverture du plus récent numéro du *Scientific American* qui signale, avec tambours et trompettes, l'arrivée du premier clone humain. Suit un journal de bord dans lequel les chercheurs racontent une expérience qui représente, selon eux, « l'aube d'un nouvel âge de la médecine ».

Il n'y a pas à dire : Advanced Cell Technology, une petite compagnie de Worcester, dans le Massachusetts, sait comment faire parler d'elle dans les médias. Mais sa poignée d'embryons a beau avoir fait le tour de la planète, la communauté scientifique les a accueillis avec une bonne dose de scepticisme.

« Pas une seule voix critique n'est citée dans les deux magazines », s'indigne le bioéthicien Glenn McGee, de l'Université de Pennsylvanie, qui reproche à la compagnie d'avoir monté un coup publicitaire en orchestrant la parution simultanée des deux articles. M. McGee a déjà fait partie du comité bioéthique d'Advanced Cell Technology. L'an dernier, des chercheurs y ont cloné un rare bovidé asiatique sans avoir consulté les éthiciens. M. McGee est parti en claquant la porte.

La compagnie, qui emploie à peine 25 personnes, est dirigée par Michael West, un biologiste qui, depuis sa jeunesse, poursuit un seul rêve : prolonger la vie humaine. Après avoir travaillé sur les télomères, ces particules situées à l'extrémité des chromosomes qui commandent la division cellulaire, il s'est converti dans le clonage.

Michael West jure que ses embryons humains ne serviront qu'à des fins médicales. Son procédé est le même que celui qui a donné vie à la célèbre brebis Dolly : des cellules prélevées sur un adulte sont injectées dans un ovule dont on a préalablement retiré le noyau. Si tout va bien, la nouvelle cellule se divise en deux, puis en quatre : l'embryon commence à se former.

Au début de leur développement, ces cellules embryonnaires ont la faculté de se transformer en toutes sortes de tissus et d'organes — ce sont ces cellules souches que l'on espère cultiver pour soigner

des maladies telles que le diabète ou le Parkinson.

L'équipe de Michael West a utilisé 71 ovules, prélevés sur sept femmes. Après le traitement, deux ovules se sont divisés une fois. Un troisième a réussi à former six cellules. Puis le processus de division cellulaire s'est arrêté : fin de l'expérience.

Plusieurs experts estiment qu'il n'y avait pas là de quoi fouetter un embryon de chat. Glenn McGee ne mâche pas ses mots : « Ils ont mélangé des choses et certaines cellules se sont multipliées. Mais on ne pouvait pas appeler ça des embryons. On ne pouvait pas non plus appeler ça des clones. Ce n'était rien du tout. C'était un échec. »

George Seidel, embryologiste à l'Université du Colorado, est un peu plus nuancé. Mais à peine. « La portée scientifique de ces travaux est négligeable », croit-il. Selon lui, ce tout petit pas vers le clonage humain ne méritait pas d'être rendu public. Les résultats auraient été plus convaincants si les embryons avaient pu atteindre l'étape

des blastocystes : ces amas d'une centaine de cellules qui se différencient pour devenir soit le futur fœtus, soit des tissus placentaires.

Réussir à produire un embryon de six cellules, ce n'est pas bien impressionnant, opine Marc-André Sirard, directeur du Centre de recherche en biologie de la reproduction de l'Université Laval. « Un ovule est programmé pour se diviser en huit sans même être fertilisé. Un embryon qui n'a pas dépassé ce stade n'a pas démontré sa fonctionnalité », dit ce chercheur.

Plusieurs experts américains croient aussi que si la compagnie a publié des résultats aussi préliminaires, c'est parce qu'elle a voulu marquer son territoire dans un champ de recherche ultra-compétitif. Elle a publié trop vite, trop peu, affirmant-ils.

Mais les chercheurs de Worcester avaient-ils vraiment le choix de retarder la publication de leurs recherches ? Plus tôt cette année, le président George W. Bush a supprimé le financement public aux laboratoires qui font de la recherche sur les embryons humains, même à

des fins médicales. Et la Chambre des représentants a adopté une loi interdisant ce type de recherche. Cette loi n'a pas encore reçu l'approbation du Sénat. Mais les « cloneurs » d'embryons vivent avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Leurs travaux risquent de tomber sous le coup de l'interdit.

Un ancien collègue de Michael West, le microbiologiste québécois Michel Ouellette, chercheur à l'Université du Nebraska, croit que dans ce contexte, l'équipe de Michael West a eu raison de publier ses résultats. Pour des raisons politiques plutôt que scientifiques.

Si la compagnie a fait tant de bruit autour de ses microembryons, c'est pour forcer le gouvernement américain à se brancher, croit le biologiste François Pothier, de l'Université Laval. Si Washington décide d'interdire la recherche sur les cellules souches, les investisseurs sauront à quoi s'en tenir et déménageront leurs laboratoires vers des pays plus tolérants.

Mais Glenn McGee, le bioéthicien qui a quitté Advanced Cell Technology à la suite d'expériences controversées, croit plutôt qu'en publiant ces travaux de façon abusive et prématurée, la compagnie a fait peur au monde et qu'elle a créé des remous politiques inutiles. « Ils ont fait plus de tort à la recherche sur les cellules souches que tout le mouvement pro-vie réuni. »

« Ils ont mélangé des choses et certaines cellules se sont multipliées. Mais on ne pouvait pas appeler ça des embryons. »

Unis, a fait son stage postdoctoral avec Michael West. « Mike poursuivait des études en médecine, il faisait son postdoc et essayait de monter sa propre compagnie. Il était plein d'énergie », se rappelle M. Ouellette, qui a beaucoup de respect pour son ancien collègue.

Glenn McGee, ex-membre du comité de bioéthique de Advanced Cell Technology, est plus dur à l'endroit de son ancien patron qui n'a, selon lui, aucun souci éthique. « Sur 300 coups de fil, il m'en retournait un ou deux », déplore-t-il.

Le reste que West est considéré comme un chercheur compétent, avec un goût prononcé pour les médias. « Il fait des travaux scientifiques légitimes, avec des objectifs commerciaux », dit George Seidel, un embryologiste de l'Université de Pennsylvanie.

À ce sujet, Michael West est affirmatif : il veut fabriquer des cellules souches, pas des êtres humains copiés au papier carbone. La distinction entre clonage thérapeutique et reproductif est plus floue pour Miller Quarles. « J'ai trois filles qui n'ont pas eu d'enfants. J'aimerais bien avoir un ou deux clones », dit-il de sa petite voix de vieillard...

Malgré le caractère sérieux de ses travaux, Michael West n'a pas abandonné ses rêves d'immortalité. Les manipulations cellulaires auxquelles se livre sa compagnie équivalent à une sorte de voyage dans le temps, a-t-il expliqué au magazine de la Life Extension Foundation, vouée au prolongement indéfini de la vie. La cellule adulte, une fois injectée dans un ovule énucléé, retrouve sa jeunesse perdue. « C'est comme si on avait recollé les morceaux d'un vase cassé et qu'on le remettait intact sur la table. Cela tient du miracle. »

La longévité est déterminée génétiquement, expliquait West à un autre magazine. « Grâce au génie génétique, les êtres humains pourraient être modifiés pour vivre plus longtemps, peut-être éternellement. » Michael West compte bien contribuer à cette transformation.

MICHAEL WEST

## Le marchand d'éternité

QUAND IL A rencontré le biologiste Michael West, l'industriel texan Miller Quarles avait 75 ans et pas la moindre envie de mourir. Les deux hommes partageaient le même fantasme : repousser les frontières de la vie aussi loin que possible. Le premier avait des diplômes et du bagou. Le second avait l'argent. Fruit de leur union : trois microscopiques embryons humains produits par la technique du clonage. Et une grosse controverse.

« Quand j'ai rencontré Michael West, j'étais à la recherche d'un scientifique qui voudrait m'aider à trouver une cure contre le vieillissement », raconte Miller Quarles, joint chez lui à Houston. Agé de 87 ans, ce dernier espère toujours pouvoir vivre aussi longtemps que les tortues des îles Galapagos. Et il est convaincu qu'il y arrivera grâce à son associé Michael West. Miller Quarles, qui a fait fortune dans le pétrole, a aidé Michael West à fonder sa première compagnie, Geron. En 1998, un conflit éclate au sein de cette entreprise spécialisée dans les télomères, ces particules chromosomiques reliées au vieillissement cellulaire.

Michael West s'en va, Miller Quarles aussi. Les deux hommes investissent dans une autre compagnie, Advanced Cell Technology, qui s'intéresse au clonage : la nouvelle marotte de Michael West. Ce dernier est aujourd'hui à la tête de cette firme. Quarles en est le principal investisseur. Et c'est dans leurs laboratoires qu'ont été clonés, il y a un mois, trois embryons humains.

Mais qui est donc Michael West, l'homme à qui un riche vieillard texan a confié son rêve d'immortalité et une partie de sa fortune ?

Son cheminement présente un curieux amalgame entre la science, les affaires et le mysticisme. Originaire du Michigan, Michael West a interrompu ses études en physique pour travailler dans l'entreprise familiale de location de camions. Il s'intéresse alors à la théologie et s'inscrit dans un collège de l'Église adventiste du 7<sup>e</sup> jour.

Adeptes des théories créationnistes, il est fasciné par la vieillesse et la mort. Il entend des études de médecine... qu'il ne finira jamais.

En 1989, il termine un doctorat en biologie cellulaire. Son dada : les télomères. Quand il retourne au Michigan pour reprendre l'entreprise familiale, il n'a qu'une idée en tête : la vendre pour se consacrer à la recherche sur le vieillissement. Sa rencontre avec Miller Quarles est providentielle.

Même si quelques voix critiques laissent entendre que la réputation scientifique de Michael West est surfaite, le « théologien-biologiste » est loin d'être considéré comme un farfelu. Michel Ouellette, microbiologiste québécois qui a fait carrière aux États-Unis, a fait son stage postdoctoral avec Michael West. « Mike poursuivait des études en médecine, il faisait son postdoc et essayait de monter sa propre compagnie. Il était plein d'énergie », se rappelle M. Ouellette, qui a beaucoup de respect pour son ancien collègue.

Glenn McGee, ex-membre du comité de bioéthique de Advanced Cell Technology, est plus dur à l'endroit de son ancien patron qui n'a, selon lui, aucun souci éthique. « Sur 300 coups de fil, il m'en retournait un ou deux », déplore-t-il.

Le reste que West est considéré comme un chercheur compétent, avec un goût prononcé pour les médias. « Il fait des travaux scientifiques légitimes, avec des objectifs commerciaux », dit George Seidel, un embryologiste de l'Université de Pennsylvanie.

À ce sujet, Michael West est affirmatif : il veut fabriquer des cellules souches, pas des êtres humains copiés au papier carbone. La distinction entre clonage thérapeutique et reproductif est plus floue pour Miller Quarles. « J'ai trois filles qui n'ont pas eu d'enfants. J'aimerais bien avoir un ou deux clones », dit-il de sa petite voix de vieillard...

Malgré le caractère sérieux de ses travaux, Michael West n'a pas abandonné ses rêves d'immortalité. Les manipulations cellulaires auxquelles se livre sa compagnie équivalent à une sorte de voyage dans le temps, a-t-il expliqué au magazine de la Life Extension Foundation, vouée au prolongement indéfini de la vie. La cellule adulte, une fois injectée dans un ovule énucléé, retrouve sa jeunesse perdue. « C'est comme si on avait recollé les morceaux d'un vase cassé et qu'on le remettait intact sur la table. Cela tient du miracle. »

La longévité est déterminée génétiquement, expliquait West à un autre magazine. « Grâce au génie génétique, les êtres humains pourraient être modifiés pour vivre plus longtemps, peut-être éternellement. » Michael West compte bien contribuer à cette transformation.



Photo Associated Press

Michael West est considéré comme un chercheur crédible et compétent, avec un goût prononcé pour les médias.

## Un cadeau de Noël branché avec La Presse

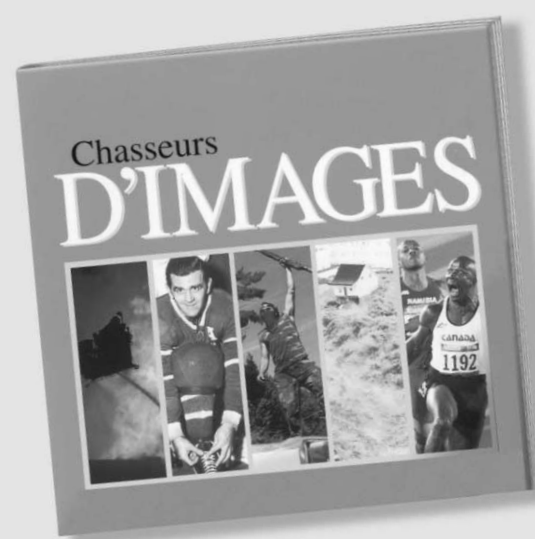


Cette année, offrez un cadeau qui sera encore apprécié dans quelques mois.

Un abonnement à **La Presse du week-end** pour les six prochains mois. **Seulement 45,75 \$ taxes incluses.**

Une économie de plus de 30 \$ sur le prix en magasin.

**Plus que jamais il est important d'être bien informé !**



**La Presse pense aussi à vous !**

En offrant **La Presse** en cadeau, vous recevrez **GRATUITEMENT** le livre **Chasseurs d'images**.

Un recueil de 200 images captées par les photographes de **La Presse** et **The Gazette**.

Une valeur de **34,95 \$**

**Vous pouvez offrir La Presse en cadeau en communiquant avec nous :**

Téléphone : (514) 285-6911  
Interurbain (sans frais) : 1 800 361-7453

Télécopieur : (514) 285-7039  
Interurbain (sans frais) : 1 888 254-7272

Courriel : [abonnement@lapresse.ca](mailto:abonnement@lapresse.ca)

ou retournez ce coupon dûment rempli à :  
**La Presse, Itée, C.P. 11048, Succursale Centre ville, Montréal H3C 9Z9**

### COUPON-CADEAU

**La Presse**

**Oui**, je désire offrir **La Presse** du samedi et dimanche en cadeau, pour une période de 26 semaines, à compter du ..... 200 .....

En payant à l'avance le montant de 45,75 \$ (taxes incluses), pour 26 semaines, je recevrai **GRATUITEMENT** le livre **Chasseurs d'images**.

Je joins mon chèque de 45,75 \$ à l'ordre de **La Presse, Itée, C.P. 11048, Succ. Centre Ville, Montréal (Québec), H3C 9Z9**

Je désire effectuer le paiement par carte de crédit

Visa  Master Card

no de carte : ..... Date d'expiration : ..... / .....

Signature : .....

**Je désire offrir La Presse à :**  
(Veuillez écrire en lettres majuscules)

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... App. : .....

Ville : ..... Code postal : .....

Téléphone : ( ..... ) .....

**Une lettre mentionnera que cet abonnement à La Presse est un cadeau de :**  
(Veuillez écrire en lettres majuscules)

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... App. : .....

Ville : ..... Code postal : .....

Téléphone : ( ..... ) .....

Cette offre, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2001, ne peut être jumelée à aucune autre offre spéciale et est valable seulement où le service de livraison à domicile est disponible.

MONDE

# Les É.-U. sabotent la Conférence sur les armes chimiques

Prochaine réunion: novembre 2002

d'après AFP et AP

**GENÈVE – À cause des exigences des Américains, la Conférence d'examen de la convention sur l'interdiction des armes biologiques a décidé d'ajourner ses travaux pour un an, les participants n'étant pas parvenus à se mettre d'accord sur un projet de déclaration finale recommandant l'adoption de nouvelles mesures, a annoncé l'ONU dans un communiqué hier. Une nouvelle réunion se tiendra à Genève du 11 au 22 novembre 2002.**

Les 144 pays signataires de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes biologiques et sur leur destruction, réunis depuis le 19 novembre, ont adopté un rapport intérimaire reflétant leurs travaux.

Faute d'avoir adopté des mesures contraignantes obligatoires destinées à renforcer très sensiblement cette convention datant de 1972, la cinquième Conférence a cherché à mettre au point une « déclaration solennelle » rappelant l'importance de ce traité international.

Les États-Unis, par l'intermédiaire de John Bolton, secrétaire d'État adjoint, ont tout à la fois refusé ce qui ressemblait de près ou de loin à des mesures de vérifications obligatoires et dénoncé six États (Corée du Nord, Irak, Iran, Libye, Soudan, Syrie) qui ne s'étaient pas conformés, selon eux, à cette convention. « En cinq minutes, (les États-Unis) ont fait l'unanimité contre eux », a déclaré un diplomate qui a requis l'anonymat.

Pour justifier sa position, Washington a

plaidé le fait que des États, pourtant signataires de la Convention, ont continué à produire des armes biologiques, rangées dans la catégorie des armes de destruction massive au même titre que les armes nucléaires et chimiques. Ces deux dernières catégories ont également fait l'objet de traités internationaux accompagnés de mesures de vérification obligatoires.

« Ce point est fondamental », avait expliqué en marge de la conférence de Genève John Bolton, avant sa clôture. « Aussi, maintenant, la question est de savoir comment traiter la non-observation » de cette convention, avait-il dit.

Les États-Unis avaient proposé une série de mesures, à caractère essentiellement national, pour s'assurer du plein respect de ce texte. Parmi celles-ci, figuraient un renforcement des législations dans chaque État contre toute violation de la Convention et la mise en place d'un code de bonne conduite à l'usage des scientifiques et des laboratoires utilisant des substances pathogènes.

La « déclaration solennelle » devait reprendre à son compte ces propositions américaines, mais rejeter tout ce qui va dans le sens d'une désignation nominative de ceux qui violent la Convention comme le souhaitait Washington, a précisé hier le président de la conférence, l'ambassadeur hongrois Tibor Tot.

Hier après-midi, les ultimes discussions portaient notamment sur le fait de savoir si les États signataires allaient se réunir une fois par an, au lieu d'une fois tous les cinq ans, et sur quelles bases, afin d'examiner la manière dont cette Convention est appliquée et respectée.

Cette conférence était « convoquée alors que la communauté internationale est particulièrement préoccupée par la menace d'une utilisation d'armes biologiques telles que la maladie du charbon », a rappelé l'ONU.



EXPRESS INTERNATIONAL

## Russie | Septennat pour Poutine?

LE PRÉSIDENT du conseil de la Fédération russe (Chambre haute du Parlement), Sergueï Mironov, un proche du Kremlin élu il y a deux jours à ce poste, s'est prononcé hier pour une prolongation du mandat présidentiel de Vladimir Poutine, qui est actuellement de quatre ans. Mironov, qui est considéré comme un fidèle de Poutine, n'a pas exclu que la Chambre haute « propose un amendement à la Constitution » sur cette question. Poutine s'était déjà déclaré favorable en février 2000, à l'époque où il assurait la présidence par intérim, à l'idée d'une extension du mandat présidentiel à sept ans. Poutine a été élu en mars de la même année pour un mandat de quatre ans. — d'après AFP

## Venezuela | Chavez contesté

LE PRÉSIDENT du Venezuela, Hugo Chavez, qui, il y a encore quelques mois, bénéficiait d'une forte popularité, enregistre à présent une opposition croissante à sa gestion, passant pour la première fois sous les 50 % d'opinions favorables, selon des sondages publiés hier. Alors qu'une grève générale a été convoquée pour lundi contre la politique économique de Chavez, 50 % de la population déclare qu'elle voterait contre lui et 43 % en sa faveur si un référendum était organisé en ce moment pour le révoquer, 7 % ne se prononçant pas, selon l'institut Consultores 21. Au total 55 % de la population juge « nécessaire » et 40 % « pas nécessaire » l'organisation d'un référendum pour mettre fin au mandat de Chavez, comme le permet la Constitution, 5 % ne se prononçant pas. — d'après AFP

## Kenya | Affrontements tribaux

QUARANTE personnes ont été tuées jeudi lors de nouveaux affrontements entre tribus Orma et Pokomo dans le district de la rivière Tana, au sud-est du Kenya, a annoncé hier la police. Depuis le début de l'année, des affrontements sporadiques entre ces deux communautés, qui se disputent l'accès aux terres et à la rivière, ont fait au moins 131 morts. Près de 60 personnes ont été tuées depuis la reprise des violences la semaine dernière, selon la même source. Avant les combats de jeudi déjà, les organisations humanitaires sur place étaient débordées, entièrement absorbées par la prise en charge de très nombreux déplacés qui ont fui les combats depuis plusieurs semaines et qui campent dans les cours des bâtiments de ces organismes, a déclaré un des responsables de la Croix-Rouge sur place, Mohamed Saad. — d'après AFP

## Trinité | Le pouvoir en tête

LE CONGRÈS NATIONAL UNI (UNC), parti du premier ministre de Trinité-et-Tobago, Basdeo Panday, devrait arriver en tête aux élections législatives d'après-demain avec 36 % des suffrages, selon un sondage publié hier dans la presse de ce petit État des Antilles. Le Mouvement national du peuple (PNM, opposition), de Patrick Manning, est pour sa part crédité de 29 % des intentions de vote. Près de 900 000 électeurs doivent désigner les 36 membres de l'assemblée nationale, lors de ce scrutin anticipé convoqué en octobre par le premier ministre après qu'il eut perdu la majorité parlementaire à la suite de la défection de trois ministres ayant rallié l'opposition avec leurs partisans. L'UNC, au pouvoir depuis 1995, avait remporté les dernières élections législatives de décembre 2000. — d'après AFP

## Un autre massacre, près d'Alger

d'après AFP

ALGER — Dix-sept personnes ont été tuées et quatre blessées dans un massacre perpétré jeudi soir par un groupe islamiste armé à Aarib, dans la région d'Aïn Defla (160 km à l'ouest d'Alger), a-t-on annoncé hier de source officielle.

Selon l'agence officielle APS, citant des « sources locales de sécurité », une groupe de « terroristes », terme désignant les islamistes armés, a attaqué vers 22 h, heure locale le lieu-dit Cadat, dans la commune d'Aarib. Cette source n'a donné aucune indication sur les circonstances exactes de ce massacre, ni sur l'identité des victimes. Elle a ajouté que « sitôt alertées, les forces de sécurité ont lancé une vaste opération de recherche des criminels ».

Ce massacre, qui survient alors que le mois de jeûne du ramadan touche à sa fin, porte à 48 le nombre des morts dans des violences liées aux islamistes armés, depuis le début du ramadan, le 16 novembre, selon un décompte établi à partir de bilans officiels et de la presse.

Ce mois est toujours appréhendé par les Algériens car les groupes islamistes armés, le considérant comme propice au « jihad » (guerre sainte), y intensifient leurs actions.

Il survient également alors que l'Algérie est encore sous le choc des dramatiques inondations qui ont fait 762 morts dans le nord de l'Algérie, dont 711 à Alger, la plus touchée par ces intempéries.

Le dernier massacre important en Algérie, imputé aux groupes islamistes armés, remonte au 26 septembre, quand 23 personnes avaient été assassinées par un groupe armé lors d'un mariage, à Larbaâ, à une trentaine de kilomètres au sud d'Alger.

Lors du ramadan précédent (27 novembre - 27 décembre 2000), 340 personnes, dont 101 membres des forces de sécurité et 102 islamistes armés, avaient été tuées dans des violences, dont plus de 80 dans les tout derniers jours de ce mois sacré.

Depuis le début de l'année, quelque 2000 personnes ont été tuées en Algérie dans des violences liées aux actions des groupes armés islamistes, selon des bilans de presse. Au total, ces violences, ont fait plus de 100 000 morts selon les sources officielles, mais la presse algérienne évoque un chiffre supérieur à 150 000 tués.

# Powell: Arafat reste l'interlocuteur palestinien

« Je suis convaincu que sans Arafat, la situation serait pire », signale Shimon Peres

d'après AFP

**TACHKENT – Le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a déclaré que les États-Unis continuent de considérer Yasser Arafat comme le représentant légitime du camp palestinien, tout en renouvelant son appel à ce qu'il fasse davantage pour faire baisser la violence.**

« Yasser Arafat reste le président de l'Autorité palestinienne et le dirigeant reconnu des Palestiniens », a déclaré Powell aux journalistes l'accompagnant dans l'avion le menant de Bruxelles à Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan, où il est arrivé cette nuit.

Powell a toutefois souligné une nouvelle fois que le président palestinien « devait faire davantage

pour faire diminuer la violence » après la série de récents attentats-suicide anti-israéliens.

À Jérusalem, le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Peres, a affirmé que la « situation serait pire » sans le président palestinien Yasser Arafat. « Je suis convaincu que sans Arafat, la situation serait pire, car je crains qu'à sa place ne viennent le Hamas, le Jihad islamique, des extrémistes, des fanatiques, et provoquer sa chute constituerait la plus grave erreur dans l'histoire de l'État d'Israël », a affirmé Peres à la télévision publique.

Le chef de la diplomatie s'exprimait peu après une entrevue du président Arafat à la télévision israélienne dans laquelle il a proclamé qu'il « tend la main au peuple israélien pour la paix, dans l'intérêt de nos enfants et des siens » et qu'il était prêt à « appliquer tous les accords conclus » avec Israël.

« Nous travaillons avec Arafat, il

y a eu (hier) une rencontre avec ses représentants et nous avons présenté par l'intermédiaire du général Anthony Zinni une liste 33 noms de terroristes palestiniens. Il en a apparemment arrêté 10 », a ajouté Peres. Auparavant, Arafat avait annoncé l'arrestation de 17 de ces 33 Palestiniens.

« Le véritable test pour Arafat ce ne sont pas les mots mais les actes », a ajouté Peres, affirmant qu'Israël disposait d'informations sur des projets d'attentats suicide préparés dans les villes de Jénine et de Naplouse. « C'est pourquoi nous devons en contrôler tous les accès », a-t-il dit. « Si l'Autorité palestinienne prend le contrôle de la situation dans ces localités, nous nous retirerons comme nous l'avons fait à Bethléem, Hébron et Jéricho », a ajouté Peres.

Il faisait allusion à la réunion de la haute commission de sécurité israélo-palestinienne hier à Tel-Aviv sous l'égide de l'émissaire américain, le général Anthony Zinni.



Photo AP

**Le secrétaire d'État des États-Unis, Colin Powell**

Lors de cette rencontre, Israël a accusé l'Autorité palestinienne de « tromperie » à propos des arrestations d'activistes recherchés.

Par ailleurs, deux Palestiniens ont été tués hier par les tirs de soldats israéliens dans le nord de la Cisjordanie. L'armée israélienne a affirmé qu'ils « s'apprêtaient à commettre un attentat ».

La Sécurité palestinienne a confirmé la mort des deux Palestiniens, identifiés comme Louai Mishel, 24 ans, et Ayed Elayane, 25 ans, affirmant qu'ils appartenaient au mouvement Fatah d'Arafat. Ces décès portent à 1055 le nombre de morts depuis le début de l'Intifada le 28 septembre 2000, dont 808 Palestiniens et 222 Israéliens.

Après une pause de 48 heures, Israël a repris hier avant l'aube ses raids contre des cibles de l'Autorité palestinienne. Un F-16 israélien a largué deux bombes de 400 kg sur trois bâtiments du quartier général de la police à Gaza, dont l'un abritant la police antiémeute, faisant 18 blessés. L'armée a justifié l'attaque du QG palestinien en soutenant qu'il abritait une fabrique d'obus de mortiers.

## OTAN et Russie négocieront un nouveau partenariat

d'après AFP

**BRUXELLES — Les 19 pays membres de l'OTAN et la Russie ont décidé hier de lancer des négociations pour créer d'ici mai prochain un nouveau conseil OTAN-Russie, symbole du rapprochement entre Moscou et les Occidentaux depuis les attentats du 11 septembre.**

Il s'agit de créer des « mécanismes nouveaux » de « consultation, de coopération, de décision conjointe et d'action conjointe » sur la base de l'Acte fondateur OTAN-Russie signé en 1997, ont précisé les deux partenaires dans une déclaration commune à l'issue d'une réunion entre les ministres russe et alliés des Affaires étrangères à Bruxelles. Depuis 1997, un conseil permanent conjoint OTAN-Russie existe, mais il est resté un organe de consultation très formel.

L'objectif est de mettre en place ce nouvel organe « pour ou avant » la prochaine réunion des chefs de la diplomatie de la Russie et de l'OTAN à Reykjavik en mai 2002, ont-ils ajouté.

« La nature précise et l'envergure de ce mécanisme nécessitera un travail substantiel dans les prochains mois. Mais les Alliés et la Russie sont déterminés à ce que cela fonctionne », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, George Robertson.

Il a toutefois d'emblée écarté un droit de veto pour la Russie. « Aucun non membre ne peut mettre son veto à des décisions de l'Alliance. De même l'OTAN ne peut mettre son veto au droit de la Russie de prendre des décisions indépendantes », a-t-il dit.

« Pour la Russie, il ne s'agit pas de se diriger vers une adhésion à l'OTAN. La Russie n'a pas l'intention de faire la queue pour adhérer », a assuré pour sa part le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov. La Russie « n'a pas l'intention de créer un nouveau for-

mat pour torpiller des actions communes », a-t-il promis, ajoutant qu'il fallait créer ce nouveau conseil « en évitant tout retard inutile ».

« Il s'agit plus d'une question de chimie que d'arithmétique, la chimie entre des gens agissant à 20. C'est cela qui fera la différence », a dit pour sa part Robertson.

Les domaines de coopération de ce nouveau conseil pourraient être la lutte contre le terrorisme, la gestion des crises, la non prolifération, la maîtrise des armements, la défense contre les missiles de courte portée.

Les alliés ont décidé d'amorcer ce tournant dans leur relation avec la Russie après que le président Vladimir Poutine eut choisi de rapprocher son pays des Occidentaux à la suite des attentats du 11 septembre. Ce renforcement des liens avec la Russie pourrait aussi calmer les inquiétudes de Moscou sur un nouvel élargissement de l'OTAN à l'est, qui pourrait inclure les trois pays baltes, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie.

Les alliés sont restés toutefois prudents et se sont montrés moins pressés d'agir que le premier ministre britannique, Tony Blair, à l'origine de cette initiative il y a quelques semaines.

Selon un diplomate allié parlant sous le couvert de l'anonymat, les États-Unis, après avoir accueilli favorablement la proposition de Blair, ont freiné les choses sous la pression du Congrès et du Pentagone. « L'Alliance gardera le droit d'agir sur tout sujet qu'il ait été discuté ou non avec la Russie », avait insisté jeudi le secrétaire d'État américain, Colin Powell.

D'autres pays de l'Alliance sont aussi réticents, en particulier les trois nouveaux pays membres, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, anciens pays satellites de l'Union soviétique.

## L'Union européenne va financer des ONG chinoises

d'après AFP

**PÉKIN — L'Union européenne (UE) a donné hier le coup d'envoi à son premier programme visant à financer des projets d'amélioration des droits de l'homme en Chine par des organisations non gouvernementales (ONG) locales.**

En vertu de ce programme d'une valeur de 840 000 euros (747 000 dollars US), l'UE financera des projets soumis par des ONG chinoises sans avoir, comme par le passé, à demander l'autorisation du gouvernement chinois pour chacune d'entre elles, a précisé un diplomate de la délégation de la Commission européenne à Pékin.

Philippe Amersfoort a ajouté que la priorité irait notamment aux projets visant à lutter contre la torture, à réduire l'utilisation de la peine de mort et à protéger les droits des travailleurs.

Le programme devrait également promouvoir la lutte contre la discrimi-

nation, la liberté d'expression, le respect des droits économiques, sociaux et culturels, en particulier les droits des minorités ethniques, a indiqué pour sa part Anne-Sophie Gindroz, la directrice du programme.

Les ONG chinoises choisies devront toutefois faire partie des organismes approuvés par les autorités chinoises, ont indiqué des responsables de l'UE. Les ONG autorisées en Chine dépendent encore souvent d'un organisme gouvernemental avec lequel elles continuent à entretenir des contacts étroits, ce qui limite singulièrement leur marge de manoeuvre.

Les ONG ont toutefois connu un développement rapide en Chine ces dernières années. « Le fait qu'il existe un nombre croissant d'ONG en Chine est un bon signe » a noté Gindroz avant de souligner l'importance des initiatives populaires pour faire évoluer les choses.

## Le Salon des métiers d'art Ne manquez pas notre encart, aujourd'hui dans La Presse



Robe de Marie Saint Pierre (stand 733)

### Aussi à voir :

- samedi et dimanche, à 13 h et 16 h, défilé d'objets

**Pour plus de renseignements, visitez [www.metiersdart2001.com](http://www.metiersdart2001.com) et courez la chance de gagner une affiche signée de Vittorio, ou appelez le (514) 861-2787.**

### Venez voir :

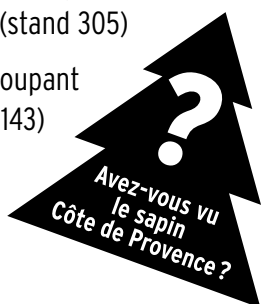
- 400 exposants, dont 100 nouveaux, qui vous présentent plus de 7 000 objets authentiques, exclusifs et de grande qualité : un art de vivre!

- neuf designers de mode parmi les plus prestigieux au Québec (stand 733) : Marie Saint Pierre, Jean Airoldi, Colette Chicoine, Véronique D'aragon, Kathleen Kovats, Mariouche Gagné, Yves-Jean Lacasse, Lysanne Latulippe et Myco Anna

- « Expression textile », une exposition de 35 fabuleux costumes de scène, de théâtre et de cirque

- un regroupement des meilleurs artisans des Iles-de-la-Madeleine, reconnus pour leur culture maritime et insulaire (stand 305)

- l'événement 1001 pots, regroupant plus de 40 céramistes (stand 143) sous une dizaine de thématiques



Tamböa de l'Atelier Petite Californie (stand 107)

## SALON DES MÉTIERS D'ART du 7 au 22 décembre 2001

du lundi au samedi, de 11 h à 22 h  
les dimanches et le samedi 22, de 11 h à 18 h

**Place Bonaventure - Montréal - Entrée gratuite**

Une présentation du Conseil des métiers d'art du Québec

La Presse



SODIC  
SOCIÉTÉ D'ORGANISATION  
DES ÉVÉNEMENTS CULTURELS  
Québec 22

Côte de Provence  
DES ARTS ET DES MÉTIERS  
du Québec

montrealplus.ca



LIBERTÉ  
YVES ROUILLÉ

CKO  
95.9 FM

### CONCOURS L'ART DE PLAIRE!

Découpez et déposez ce bulletin dans la boîte prévue à cette fin, à l'entrée, pendant toute la durée du Salon et courez la chance de gagner un des nombreux cadeaux surprises! S.V.P. ÉCRIRE EN MAJUSCULES

NOMMEZ UN ARTISAN DU SALON DES MÉTIERS D'ART

NOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

8 décembre 2001

Page B10 manquante